



ADMINISTRATION COMMUNALE DE SAINT-JOSSE-TEN-NOODE
GEMEENTEBESTUUR VAN SINT-JOOST-TEN-NODE

CONSEIL COMMUNAL DU 26 FÉVRIER 2018
GEMEENTERAAD VAN 26 FEBRUARI 2018

NOTES EXPLICATIVES COMPLÉMENTAIRES
AANVULLENDE TOELICHTINGSNOTA

Ouverture de la séance à 19:15
Opening van de zitting om 19:15

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

26.02.2018/A/0001 **Communication.**

Mededeling.

26.02.2018/A/0002 **Augmentation et multiplication des actes d'incivilités commises sur le territoire communal; interpellation des habitants.**

2 annexes / 2 bijlagen

Vérification Population.docx, Interpellation citoyenne.pdf

26.02.2018/A/0003 **Procès-verbal de la séance du Conseil communal du 29 janvier 2018; approbation.**

Après lecture des décisions prises en séance du 29 janvier 2018, le procès-verbal de cette séance est adopté à l'unanimité.

Proces-verbaal van de Gemeenteraad van 29 januari 2018; goedkeuring.

Er wordt lezing gegeven van de beslissingen genomen in zitting van 29 januari 2018. Het proces-verbaal van deze zitting wordt met éénparigheid van stemmen goedgekeurd.

1 annexe / 1 bijlage

PV 29.01.2018.pdf

26.02.2018/A/0004 **Information des décisions relatives aux articles 234 alinéa 3, 236 et 249 de la Nouvelle Loi Communale.**

Mesdames, Messieurs,

En application de l'article 234, alinéa 3 et 236 de la Nouvelle Loi Communale, le Collège des Bourgmestre et Echevins a passé des marchés de travaux, fournitures et service par procédure négociée sans publicité, conformément à l'article 26, § 1, 1^a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics.

Le Conseil est convié à prendre connaissance des décisions en annexe.

En application de l'article 249 de la Nouvelle Loi Communale, le Collège des Bourgmestre et Echevins a passé des marchés de travaux, fournitures et services en vertu de circonstances impérieuses et imprévues.

Le Conseil est convié à ratifier les décisions en annexe.

Kennisgeving van de beslissingen betreffende artikelen 234 lid 3 en 236 en 249 van de Nieuwe Gemeentewet.

Mevrouw, Mijnheer,

In toepassing van artikel 234, alinea 3 en 236 van de Nieuwe Gemeentewet, heeft het College van Burgemeester en Schepenen overheidsopdrachten voor werken, leveringen en diensten gegund bij wijze van de onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking, zoals voorzien in artikel 26, § 1, 1^o van de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten.

De Gemeenteraad wordt verzocht kennis te nemen van de in bijlage gevoegde beslissingen.

In toepassing van artikel 249 van de Nieuwe Gemeentewet, heeft het College van Burgemeester en Schepenen overheidsopdrachten gegund voor werken, leveringen en diensten omwille van dringende en onvoorziene omstandigheden.

De Gemeenteraad wordt verzocht kennis te nemen van volgende beslissingen.

8 annexes / 8 bijlagen

B-2018.02.06 (18).pdf, B-2018.01.30 (69).pdf, B-2018.02.13 (19).pdf, Info Conseil (Collège du 30.01.2018).pdf, Info Conseil (Collège du 13.02.2018).pdf, B-2018.02.06 (30).pdf, B-2018.01.30 (70).pdf, Info Conseil (Collège du 06.02.2018).pdf

26.02.2018/A/0005 **Subvention spéciale de la Région de Bruxelles-Capitale en faveur des communes en application de l'Ordonnance du 13 février 2003 – Approbation de la Convention 2017.**

Mesdames, Messieurs,

En date du 14 décembre 2017, le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale a pris un Arrêté visant à octroyer aux communes bruxelloises une subvention spéciale dans le cadre de l'Ordonnance du 13 février 2003 portant octroi de subventions spéciales aux communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Cette subvention spéciale d'un montant de 42.714,89 € pour Saint-Josse-ten-Noode vise à soutenir la prise en charge par les communes au travers de leur CPAS des frais liés à l'aide aux personnes migrantes, aux personnes sans-abris, aux personnes dites « roms » et aux gens du voyage.

Afin de pouvoir obtenir cette subvention, la Région nous invite à signer la convention dont vous trouverez une copie en annexe.

En conclusion, nous avons l'honneur de vous convier, Mesdames, Messieurs à approuver le texte de cette convention jointe au présent dossier et à autoriser le Collège

des Bourgmestre et Échevins à la signer afin d'obtenir le subside dont question ci-avant.

Bijzondere subsidie van het Brussels-Hoofdstedelijk Gewest aan de gemeenten bij toepassing van de Ordonnantie van 13 februari 2003 – Goedkeuring van de overeenkomst 2017.

Mevrouwen, Mijne Heren,

In datum van 14 december 2017, heeft de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest een Besluit voor de toekenning aan de Brusselse gemeenten van een bijzondere subsidie in het kader van de Ordonnantie van 13 februari 2003 houdende de toekenning van bijzondere subsidies aan de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Deze bijzondere subsidie ter hoogte van 42.714,89 € voor Sint-Joost-ten-Node heeft tot doel de kosten te ondersteunen ten laste van de gemeenten via hun OCMW's dit verbonden zijn aan het verlenen van bijstand aan migranten, daklozen, de zogenaamde « roma » en woonwagenbewoners.

Om van deze betoelaging te bekomen, nodigt het Gewest ons uit de hierbijgevoegde overeenkomst te tekenen.

Dus hebben wij de eer, Mevrouwen, Mijne Heren, u uit te nodigen de tekst van deze bij het dossier gevoegde overeenkomst goed te keuren en de toelating geven aan het College van Burgemeester en Schepenen om deze te tekenen om de subsidie waarvan sprake hierboven te bekomen.

1 annexe / 1 bijlage

C IN 171229-BPL-SPRB-Subs CPAS-Migrants.pdf

26.02.2018/A/0006 Agence Immobilière Sociale de Saint-Josse-ten-Noode asbl – Garantie de la Commune de Saint-Josse-ten-Noode – Caution solidaire 2018.

Le Conseil communal,

Attendu que l'AGENCE IMMOBILIERE SOCIALE DE SAINT-JOSSE-TEN-NOODE A.S.B.L., TVA BE 0474.436.601, dont le siège social est sis à 1210 Saint-Josse-ten-Noode, rue de l'Union 4, ci-après dénommée "l'emprunteur", a décidé de contracter auprès de Belfius Banque SA, RPM Bruxelles, TVA BE 0403.201.185, dont le siège social est sis à 1000 Bruxelles, Boulevard Pachéco 44, ci-après dénommée "Belfius Banque", un crédit à concurrence de 200.000,00 EUR (deux cent mille euros) (date de la lettre d'ouverture de crédit: le 8 novembre 2017);

Attendu que cette ouverture de crédit de 200.000,00 EUR (deux cent mille euro) doit être garantie par la Commune de Saint-Josse-ten-Noode;

Attendu que l'Agence Immobilière de Saint-Josse-ten-Noode a pour objectif de socialiser une partie du parc locatif privé tennodois afin de permettre à des personnes à revenus modestes d'accéder à des logements de qualité et à loyers abordables;

Décide:

- de se porter irrévocablement et inconditionnellement caution solidaire pour le remboursement de tous les montants qui seraient dus par l'emprunteur, l'AGENCE IMMOBILIERE SOCIALE DE SAINT-JOSSE-TEN-NOODE, en vertu du crédit tant en capital qu'en intérêts (intérêts moratoires, inclus), commission de réservation, frais et accessoires.
- déclare se porter irrévocablement et inconditionnellement caution solidaire pour le remboursement de tous les montants qui seraient dus par l'emprunteur en vertu du crédit tant en capital qu'en intérêts (intérêts moratoires inclus), commission de réservation, frais et accessoires;
- s'engage jusqu'à l'échéance finale de toute dette auprès de Belfius Banque, à soutenir l'emprunteur afin qu'il puisse respecter ses engagements financiers vis-à-vis de Belfius Banque et autres tiers;
- autorise Belfius Banque à porter au débit du compte de la commune de Saint-Josse-ten-Noode, valeur de leur échéance, toutes sommes généralement quelconques dues par l'emprunteur dans le cadre de ce crédit et qui resteraient impayées par celui-ci à l'expiration d'un délai de 30 jour à dater de l'échéance. La Commune qui se porte caution en sera avertie par l'envoi d'une copie de la correspondance adressée à l'emprunteur en cas de non-paiement dans les délais;

La Commune de Saint-Josse-ten-Noode s'engage, jusqu'à l'échéance finale de ce crédit et de ses propres emprunts auprès de Belfius Banque, à prendre toutes les dispositions utiles afin d'assurer le versement sur son compte ouvert auprès de cette société, de toutes les sommes qui y sont actuellement centralisées soit en vertu de la loi (notamment sa quote-part dans le Fonds des communes et dans tout autre fonds qui viendrait s'y ajouter ou le remplacer, le produit des centimes additionnels communaux aux impôts de l'Etat et de la province ainsi que le produit des taxes communales perçues par l'Etat) soit en vertu d'une convention, et ce nonobstant toute modification éventuelle du mode de perception de ces recettes.

Autorise Belfius Banque à affecter les recettes susmentionnées au paiement de toutes sommes généralement quelconques dues par l'emprunteur et qui seraient portées au débit du compte courant de la Commune.

La présente autorisation donnée par la Commune vaut délégation irrévocable en faveur de Belfius Banque.

La Commune ne peut pas se prévaloir de dispositions de conventions qu'elle aurait conclues avec l'emprunteur, ni d'une disposition quelconque pour ne pas exécuter ses obligations découlant du présent cautionnement. La Commune renonce au bénéfice de discussion, à toutes subrogation dans les droits de Belfius Banques et à tout recours contre l'emprunteur, contre tout codébiteur ou autre caution, tant que Belfius Banque n'aura pas été intégralement remboursée en capital, intérêts, frais et autres accessoires. La Commune autorise Belfius Banque à accorder à l'emprunteur des délais, avantages et transactions que Belfius Banques jugerait utiles. La Commune déclare explicitement que la garantie reste valable, à concurrence des montants susmentionnés, nonobstant les modifications que Belfius Banque et/ou l'emprunteur apporteraient aux montants

et/ou modalités du crédit accordé à l'emprunteur. Belfius Banque est explicitement dispensée de l'obligation de notifier à la Commune les modifications susmentionnées. De surcroît, il est convenu que la Commune renonce également au bénéfice de l'article 2037 du Code Civil Belges, selon lequel la caution est déchargée lorsque, par la faute du créancier, le subrogation en faveur de la caution ne peut plus avoir lieu.

Attendu que, l'emprunteur s'étant engagé à rembourser immédiatement à Belfius Banque le solde de sa dette en capital, intérêts, commission de réservation et autres frais, e.a. en cas de liquidation, le conseil communal confirme les engagements susvisés en ce qui concerne le paiement des sommes qui seraient réclamées de ce chef par Belfius Banques.

En cas d'insuffisance des recettes susmentionnées pour le paiement des sommes dues qui seraient portées en compte à la Commune, celle-ci s'engage à faire parvenir auprès de Belfius Banques le montant nécessaire pour parfaire le paiement de sa dette échue. En cas de retard de paiement de tout ou partie des montants dus, des intérêts de retard ainsi qu'une indemnité pour les frais de recouvrement seront dus de plein droit et sans mise en demeure et selon le taux d'intérêt légal applicable en cas de retard de paiement dans les transactions commerciales.

La présente délibération est soumise à l'autorité de tutelle comme prévu dans les décrets et arrêtés applicables.

Agence Immobilière Sociale de Saint-Josse-ten-Noode asbl – Borgstelling van de Gemeente Sint-Joost-ten-Node – Hoofdelijke borgstelling 2018.

De Gemeenteraad,

Aangezien l' AGENCE IMMOBILIERE SOCIALE DE SAINT-JOSSE-TEN-NOODE A.S.B.L., BTW BE 0474.436.601, met maatschappelijke zetel gelegen te 1210 Sint-Joost-ten-Node, Uniestraat 4, hierna "de kredietnemer" genoemd, besloten heeft om bij Belfius Bank NV, RPR Brussel, BTW BE 0403.201.185, met maatschappelijke zetel gelegen te 1000 Brussel, Pachecolaan 44, hierna "Belfius Bank" genoemd, een krediet aan te gaan ten belope van 200.000,00 EUR (tweehonderdduizend euro) (datum van de kredietbrief: 8 november 2017);

Aangezien dit krediet van 200.000,00 EUR (tweehonderdduizend euro) dient te worden gewaarborgd door de Gemeente Sint-Joost-ten-Node;

Aangezien l'Agence Immobilière de Saint-Josse-ten-Noode de bedoeling heeft om een deel van de particuliere huurmarkt te socialiseren teneinde mensen met een bescheiden inkomen toegang te geven tot kwalitatief goede huisvesting met betaalbare huurprijzen;

Beslist,

- om zich voorwaardelijk en onherroepelijk hoofdelijk borg te stellen voor de terugbetaling van alle bedragen die zouden verschuldigd zijn door de kredietnemer, AGENCE IMMOBILIERE SOCIALE DE SAINT-JOSSE-TEN-NOODE, ten gevolge van het krediet wat betreft zowel het kapitaal als de interesten (verwijlinteresten inbegrepen), de reserveringscommissie, de onkosten en de bijhorigheden.

- zich onvoorwaardelijk en onherroepelijk borg te stellen voor de terugbetaling van alle

bedragen die door de kredietnemer verschuldigd zouden zijn ten gevolge van het krediet wat betreft zowel het kapitaal als de interesten (verwijlinteressen inbegrepen), de reserveringscommissie, de onkosten en de bijhorigheden;

- zich er toe te verbinden tot de eindvervaldag van al de schulden bij Belfius Bank, de ontleners te steunen opdat deze zijn financiële verplichtingen tegenover Belfius Bank en andere derden kan nakomen;

- Machtigt Belfius Bank op het debet van de rekening van de gemeente Sint-Joost-ten-Node, met waarde van hun vervaldag, alle bedragen te boeken die mogelijk verschuldigd zijn door de kredietnemer in het kader van dit krediet en die door hem nog onbetaald zouden zijn na het aflopen van een termijn van 30 dagen berekend vanaf de vervaldag. De Gemeente die zich borg stelt zal hiervan op de hoogte worden gehouden door middel van een afschrift van de correspondentie aan de kredietnemer in geval van niet-betaling binnen de termijn;

De Gemeente Sint-Joost-ten-Node verbindt zich ertoe om, tot de eindvervaldatum van dit krediet en haar eigen leningen bij Belfius Bank, om alle nodige maatregelen te nemen om de storting te verzekeren op haar rekening geopend bij deze maatschappij, van alle sommen die er op dit ogenblik gecentraliseerd worden hetzij uit hoofde van de wet (met name haar aandeel in het Gemeentefonds en in elk ander fonds dat dit zou vervangen of aanvullen, de opbrengst van de gemeentelijke opcentimen op de rijks-, gewest- en provinciebelastingen, alsmede de opbrengst van de gemeentebelastingen geïnd door de Staat) hetzij uit hoofde van een overeenkomst, en dit niettegenstaande elke eventuele wijziging in de manier van inning van deze inkomsten.

Machtigt Belfius Bank ertoe bovenvermelde inkomsten aan te wenden voor de betaling van alle mogelijke bedragen die door de kredietnemer verschuldigd zouden zijn en die aan de Gemeente aangerekend zouden worden.

Deze door de Gemeente gegeven machtiging geldt als onherroepelijke delegatie in het voordeel van Belfius Bank.

De Gemeente kan zich niet beroepen noch op de bepalingen van eventuele overeenkomsten tussen zichzelf en de kredietnemer, noch op om het even welke beschikking om haar verplichtingen uit hoofde van deze borgstelling niet uit te voeren. De Gemeente ziet af van het voorrecht van uitwinning, en van elke indeplaatsstelling in de rechten van Belfius Bank en van elk verhaal tegen de kredietnemer, tegen elke medeschuldenaar of medeborg, zolang Belfius Bank niet volledig is terugbetaald in kapitaal, interesten, kosten en bijhorigheden. De Gemeente staat aan Belfius Bank het recht toe om aan de kredietnemer alle uitstel, voordelen en schikkingen toe te kennen die Belfius Bank geschikt acht. De Gemeente verklaart uitdrukkelijk dat de borgtocht gehandhaafd blijft, ten belope van de hierboven vermelde bedragen, welke wijzigingen Belfius Bank en/of de kredietnemer ook mogen aanbrengen aan de bedragen en/of modaliteiten van het aan de kredietnemer toegekende krediet. Belfius Bank wordt uitdrukkelijk ontslagen van de verplichting van de Gemeente kennis te geven van de hierboven vermelde wijzigingen. Er wordt bovendien overeengekomen dat de Gemeente eveneens verzaakt aan het voordeel van artikel 2037 van het Belgisch Burgerlijk Wetboek, volgens hetwelk de borg ontslagen is wanneer door toedoen van de schuldeiser de indeplaatsstelling ten gunste van de borg niet meer tot stand kan komen.

Aangezien de kredietnemer zich ertoe verbonden heeft om Belfius Bank onmiddellijk het saldo van zijn schuld, zowel wat kapitaal, interesten, reserveringscommissie en andere onkosten, o.a. in geval van liquidatie, terug te betalen, bevestigt de gemeenteraad de hierboven aangegane verbintenissen in verband met de betaling van de bedragen die door Belfius Bank uit den hoofde zullen gevorderd worden.

Mochten bovenvermelde ontvangsten onvoldoende zijn voor de betaling van de verschuldigde bedragen die aan de Gemeente zullen aangerekend worden, dan verbindt zij zich ertoe om bij Belfius Bank het het bedrag te storten nodig om de vervallen schuld volledig af te betalen. Bij gehele of gedeeltelijke laattijdige betaling van de verschuldigde bedragen zijn de interesten voor laattijdige betaling alsook een vergoeding voor invorderingskosten van rechtswege en zonder ingebrekestelling verschuldigd, berekend volgens het wettelijke interestpercentage dat van toepassing is in geval van laattijdige betaling bij commerciële transacties.

Deze beraadslaging is onderworpen aan de toezichthoudende overheid zoals voorzien in de toepasselijke decreten en besluiten.

*2 annexes / 2 bijlagen
courrier VM&CB.pdf, échange avec belfius.pdf*

26.02.2018/A/0007 **Règlement-redevance pour la délivrance de documents administratifs ;
modification.**

Le Conseil communal,

Vu la Constitution et notamment ses articles 32, 170§4 et 173 ;

Vu la Nouvelle Loi communale et notamment son article 117 et son article 137bis ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration dans les provinces et les communes pour la délivrance des documents administratifs et plus précisément ses articles 4 et 13 ;

Vu le règlement-redevance pour la délivrance de documents administratifs du 17 juin 2013 tel que modifié le 14 décembre 2015, le 30 mai 2016, le 28 novembre 2016, le 19 décembre 2016 ainsi que le 18 décembre 2017 ;

Considérant l'Arrêté ministériel du 15 septembre 2017 paru au Moniteur Belge du 25 septembre 2017 modifiant l'arrêté ministériel du 19 avril 2014 ayant pour objet la délivrance de tous types de passeports et titres de voyages par les administrations communales ;

Vu la généralisation de documents de base électroniques pour les cartes d'identité électroniques pour les belges, pour les cartes d'étranger électroniques et pour les documents d'identité pour les enfants belges;

Attendu que suite à la réforme de la délivrance des cartes d'identité, certaines procédures de livraison en urgence ne sont plus d'application ;

Considérant qu'il est dès lors nécessaire d'adapter le règlement le règlement-redevance pour la délivrance de documents administratifs;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Échevins;

Décide :

De modifier le règlement-redevance pour la délivrance de documents administratifs comme suit :

Article 1. Cinq jours suivant la publication du présent règlement et pour un terme expirant le 31 décembre 2021, il est établi au profit des habitants et aux conditions fixées ci-dessous, une redevance sur la délivrance de certificats et autres documents. La redevance est due par la personne physique ou la personne morale qui demande le document.

Article 2. Le montant de cette redevance est fixé comme suit :

A. SECRETARIAT

La gratuité pour la délivrance des attestations de résidence est d'application étant donné que la redevance communale est de 0,00 €.

0,00 € pour la délivrance d'attestations de résidence ;

10,00 € pour la délivrance d'une reproduction de plans ;

2.500 € pour la délivrance par le Bourgmestre de l'avis préalable à l'octroi d'une licence de classe C relative à l'exploitation de jeux de bingos, délivrée par la Commission de jeux de hasard en vertu de l'arrêté royal du 22 décembre 2000 relatif au fonctionnement et à l'administration des établissements de jeux de hasard de classe III, aux modalités des demandes et à la forme de la licence de classe C.

1.250 € € pour la délivrance par le Bourgmestre de l'avis préalable à l'octroi d'une licence de classe C relative à l'exploitation de jeux de bingo, délivrée par la Commission de jeux de hasard en vertu de l'arrêté royal du 22 décembre 2000 relatif au fonctionnement et à l'administration des établissements de jeux de hasard de classe III, aux modalités des demandes et à la forme de la licence de classe C, lorsque la demande de licence est explicitement limitée à l'exploitation d'un seul jeu de bingo.

B.1. DEMOGRAPHIE – POPULATION

1) Certificats & attestations

Sont délivrés gratuitement les certificats et les attestations car la redevance communale est de 0,00 €.

0,00 € composition de ménage, certificat de résidence, de nationalité, de vie ou d'état civil ;

0,00 € légalisation de signature ou copie conforme ;

0,00 € document de prise en charge pour un partenaire (annexe 3) ;

0,00 € document de prise en charge touriste (annexe 3bis) ;

0,00 € document de prise en charge étudiant (annexe 32).

2) Recherches

20,00 € recherche généalogique aux archives (par recherche – les demandes se font par mail) ;

7,00 € recherche d'adresse au moyen du Registre National des Personnes physiques.

3) Changements d'adresse

Pour les demandes de changement d'adresse, la redevance communale est de 0,00 €.

0,00 € inscription, mutation dans la commune ainsi que départ pour l'étranger (mod.2, mod. 2 bis, mod.8 – annexe 18) ;

0,00 € mutation à l'intérieur d'un même immeuble entraînant une modification de la composition de ménage (mod.2 bis) ;

0,00 € ré-inscription suite à une radiation d'office (mod.2).

4) Cartes d'identité électroniques

Pour la délivrance des cartes d'identités la redevance communale est de 0,00 €. Le montant demandé au citoyen est le coût de la confection de la carte et de la redevance due et intégralement restituée au SPF – Intérieur. (*)

Procédure normale de délivrance des cartes d'identité électroniques

16,00€ carte d'identité électronique (cie Belges, E, E+, F, F+)

(coût de la confection 16,00€ et la redevance due au SPF – Intérieur (*)

+ redevance communale 0,00 €) ;

16,00€ duplicata de carte d'identité électronique (cie Belges, E, E+, F, F+) délivré en cas de

vol et en cas de perte.

(coût de la confection 16,00€ et de la redevance due au SPF – Intérieur (*)

+ redevance communale 0,00 €) ;

19,20€ carte électronique A, B, C, D, H

(coût de la confection 19,20€ et de la redevance due au SPF – Intérieur(*)

+ redevance communale 0,00 €) ;

19,20€ duplicata de carte d'identité électronique A, B, C, D, H délivré en cas de vol et en cas de perte.

(coût de la confection 19,20€ et de la redevance due au SPF – Intérieur (*)

+ redevance communale 0,00 €) ;

Procédure d'urgence de délivrance des cartes d'identité électroniques (cie Belges,A, B, C, D, E, E+, F, F+,H)

127,60€ délivrance 2 jours ouvrables, par l'organisme agréé

(coût de la confection 127,60€ et de la redevance due au SPF – Intérieur (*))
+ redevance communale 0,00 €) ;
84,00 € délivrance 3 jours ouvrables, par l'organisme agréé
(coût de la confection 84,00 € et de la redevance due au SPF – Intérieur (*))
+ redevance communale 0,00 €) ;

Procédure d'urgence centralisée des cartes d'identités électroniques Belges (pas les titres de séjour)

95,70 € délivrance 2 jours ouvrables, livraison centralisée au SPF - Intérieur
(coût de la confection 95,70€ et de la redevance due au SPF – Intérieur (*))
+ redevance communale 0,00 €) ;

5) Documents d'identité – Enfants de moins de 12 ans – Kids-ID

0,00 € carte de voyage - certificat d'identité (avec photo) ;
(coût de la confection 0,00 € + redevance communale 0,00 €) ;

6,40€ carte électronique pour les enfants de moins de 12 ans ;
(coût de la confection 6,40€ et de la redevance due au SPF – Intérieur (*))
+ redevance communale 0,00 €) ;

6,40€ duplicata de carte d'identité électronique, délivré en cas de vol et en cas de perte ;
(coût de la confection 6,40€ et de la redevance due au SPF – Intérieur (*)) +
redevance communale 0,00 €) ;

Procédure d'urgence de délivrance des cartes d'identité électroniques pour les enfants de moins de 12 ans – Kids-ID

127,60€ délivrance 2 jours ouvrables, par l'organisme agréé
(coût de la confection 127,60€ et de la redevance due au SPF – Intérieur (*))
+ redevance communale 0,00 €) ;

84,00 € délivrance 3 jours ouvrables, par l'organisme agréé
(coût de la confection 84,00 € et de la redevance due au SPF – Intérieur (*))
+ redevance communale 0,00 €) ;

55,60€ délivrance en 2 jours ouvrables, par l'organisme pour la commande d'un deuxième document d'identité électronique pour les enfants belges de moins de douze ans, demandé simultanément pour les enfants d'un même ménage qui sont inscrits à la même adresse ;
(coût de la confection 55,60€ et de la redevance due au SPF – Intérieur (*)) +
redevance communale 0,00 €) ;

Procédure d'urgence centralisée des cartes d'identités électroniques pour les enfants de moins de 12 ans – Kids-ID

95,70€ délivrance 2 jours ouvrables, livraison centralisée au SPF - Intérieur

(coût de la confection 95,70€ et de la redevance due au SPF – Intérieur (*))
+ redevance communale 0,00 €) ;

6) Passeports belges

Pour la délivrance des passeports belges la redevance communale est de 0,00 €. Le montant demandé au citoyen est le coût de la confection du passeport et de la redevance due et intégralement restituée au SPF – Affaires Étrangères.

En procédure normale

65,00 € pour la délivrance d'un nouveau passeport pour un adulte
(à partir de 18 ans - validité de 7 ans)

(coût de la confection 65,00 € et de la redevance due au SPF – Affaires Étrangères (*))
+ redevance communale 0,00 €) ;

35,00 € pour la délivrance d'un nouveau passeport pour un enfant de moins de 18 ans
(validité de 5 ans)

coût de la confection 35,00 € et de la redevance due au SPF – Affaires Étrangères (*))
+ redevance communale 0,00 €) ;

En procédure urgente

240,00 € pour la délivrance d'un nouveau passeport pour un adulte
(à partir de 18 ans - validité de 7 ans)

(coût de la confection 240,00 € et de la redevance due au SPF – Affaires Étrangères (*))
+ redevance communale 0,00 €) ;

210,00 € pour la délivrance d'un nouveau passeport pour un enfant
(de moins de 18 ans - validité de 5 ans)

(coût de la confection 210,00 € et de la redevance due au SPF – Affaires Étrangères (*))
+ redevance communale 0,00 €) ;

7) Documents de voyage pour étrangers, apatrides et réfugiés

Pour la délivrance des documents de voyage la redevance communale est de 0,00 €. Le montant demandé au citoyen est le coût du titre de voyage et de la redevance due et intégralement restituée au SPF – Affaires Étrangères.

En procédure normale

61,00 € pour la délivrance d'un nouveau titre de voyage pour un adulte
(à partir de 18 ans - validité de 2 ans)

(coût de la confection 61,00 € et de la redevance due au SPF – Affaires Étrangères (*))
+ redevance communale 0,00 €) ;

41,00 € pour la délivrance d'un nouveau titre de voyage pour un enfant de moins de 18 ans
(validité de 2 ans)

coût de la confection 41,00 € et de la redevance due au SPF – Affaires Étrangères (*))
+ redevance communale 0,00 €) ;

En procédure urgente

230,00 € pour la délivrance d'un nouveau titre de voyage pour un adulte
(à partir de 18 ans - validité de 2 ans)
(coût de la confection 230,00 € et de la redevance due au SPF – Affaires Étrangères (*)
+ redevance communale 0,00 €) ;
210,00 € pour la délivrance d'un nouveau titre de voyage pour un enfant
(de moins de 18 ans - validité de 2 ans)
(coût de la confection 210,00 € et de la redevance due au SPF – Affaires Étrangères (*)
+ redevance communale 0,00 €) ;

8) BUREAU ADMINISTRATIF DES ETRANGERS (non européens et européens)

Frais d'ouverture de dossier pour établissement

0,00 € frais d'ouverture de dossier dans le cadre d'une inscription dans la Commune
pour un isolé (soit de l'étranger ou venant d'une autre Commune) ;
0,00 € frais d'ouverture de dossier dans le cadre d'une inscription dans la Commune
si plusieurs personnes (soit de l'étranger ou venant d'une autre Commune).

Délivrance de certains documents en vertu de la loi du 15/12/1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, énumérés ci-dessous

Délivrance d'annexes

0,00 € déclaration d'arrivée – AR du 3/10/81 (annexe 3 et 3ter) ;
0,00 € demande d'autorisation d'établissement (annexe 16) ;
0,00 € attestation de départ (annexe 18) ;
0,00 € document spécial de séjour (annexe 35) ;
0,00 € demande d'autorisation d'établissement de séjour permanent (annexe 22) ;
0,00 € annexe 15 délivrée suite à une radiation d'office avec une demande de réinscription.

Titres d'identité

0,00 € attestation d'immatriculation (modèle A – annexe 4- AR 08/10/1981).

Documents d'identité – Enfants de moins de 12 ans

0,00 € Carte de voyage - certificat d'identité (avec photo).

Délivrance de certains documents en vertu de la loi du 15/12/1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, énumérés ci-dessous

0,00 € accusé de réception pour première introduction d'un article 9 ;
0,00 € accusé de réception pour introductions supplémentaires d'un article 9.

Changement d'adresse

0,00 € inscription, mutation dans la Commune ainsi que départ pour l'étranger (mod.2, mod.2 bis, mod.8 – annexe 18) ;
0,00 € mutation à l'intérieur d'un même immeuble entraînant une modification de la composition de ménage (mod.2 bis) ;
0,00 € ré-inscription suite à une radiation d'office (mod.2).

Permis de travail

0,00 € délivrance du permis de travail.

B.2. DEMOGRAPHIE - ETAT CIVIL

0,00 € extrait d'acte d'État civil ;
20,00 € recherche généalogique aux archives – les demandes se font par e-mail ;
7,00 € droit d'accès aux archives pour un particulier ou une étude effectuant personnellement les recherches ;
20,00 € ouverture de dossier de mariage ;
20,00 € déclaration de cohabitation-légale ;
10,00 € duplicata du carnet de mariage ;
25,00 € ouverture de dossier de nationalité ;
0,00 € envoi du dossier de nationalité à la Chambre ;
135,00 € célébration de cérémonie de mariage en semaine ;
0,00 € célébration de cérémonie de mariage le samedi ;
20,00 € rectification d'erreur(s) matérielle(s) (gratuit en cas d'erreur(s) administrative(s) prouvée(s) et reconnue(s) ;
15,00 € reconnaissance post-natale – frais de dossier – (un acte sera délivré gratuitement) ;
15,00 € reconnaissance pré-natale – frais de dossier – (un acte sera délivré gratuitement) ;
20,00 € déclaration de changement de sexe ;
20,00 € ouverture de dossier de mariage à l'étranger – frais de dossier ;
20,00 € ouverture de dossier de cohabitation légale – frais de dossier ;
0,00 € transcription d'un acte étranger.

B.3. DEMOGRAPHIE - CASIER JUDICIAIRE

La gratuité pour la délivrance des certificats de bonne vie & mœurs et de moralité est d'application.

0,00 € certificat de bonne vie & mœurs ;
0,00 € certificat de bonne vie & mœurs, délivré dans le cadre d'une naturalisation ou

d'un prêt hypothécaire ;
0,00 € certificat de moralité.

B.4. DEMOGRAPHIE - PERMIS DE CONDUIRE

Pour la délivrance des permis de conduire, la redevance communale est de 0,00 €. Le montant demandé au citoyen est le coût de la confection du permis de conduire et de la redevance due intégralement restituée au SPF – Mobilité. (*)

1) Permis de conduire provisoire (modèles 1, 2 et 3) ou licences d'apprentissage (modèle 4)

20,00 € pour un permis de conduire provisoire ou une licence d'apprentissage ;
(coût de la confection 20,00 € et de la redevance due au SPF - Mobilité (*) +
redevance communale 0,00 €) ;

20,00 € pour un duplicata.
(coût de la confection 20,00 € et de la redevance due au SPF - Mobilité (*) +
redevance communale 0,00 €) ;

2) Permis de conduire permanents (catégories A, B et BE) et/ou limités (catégories C, D, CE et DE)

20,00 € pour un permis de conduire permanent et/ou limité ;
(coût de la confection 20,00 € et de la redevance due au SPF - Mobilité (*) +
redevance communale 0,00 €) ;

20,00 € pour un duplicata, un changement de catégorie, un échange de permis de conduire étranger, etc.
(coût de la confection 20,00 € et de la redevance due au SPF - Mobilité (*) +
redevance communale 0,00 €) ;

3) Permis de conduire internationaux

20,00 € pour un permis de conduire international ;
(coût de la confection 20,00 € et de la redevance due au SPF - Mobilité (*) +
redevance communale 0,00 €) ;

20,00 € pour un duplicata.
(coût de la confection 20,00 € et de la redevance due au SPF - Mobilité (*) +
redevance communale 0,00 €) ;

C. SERVICE URBANISME ET ENVIRONNEMENT – HYGIENE – HORECA

1) Ouverture de dossiers pour les permis d'urbanisme et les permis d'environnement

60,00 € - Permis d'urbanisme de minime importance
Permis d'environnement de classe III ;
250,00 € - Permis d'urbanisme nécessitant l'avis du fonctionnaire délégué
Permis d'environnement de classe II
350,00 € - Permis d'urbanisme soumis à l'enquête publique + concertation + avis
fonctionnaire délégué
Permis d'environnement de classe IB ;
500,00 € - Permis ou certificats d'environnement de classe IA (soumis à l'étude
d'incidents) -
Permis d'urbanisme soumis à l'étude d'incidences ;
tarifs en vigueur + 500,00 € - Permis de régularisation
50,00 € - duplicata d'un permis.

2) Renseignements urbanistiques

150,00 € - Fourniture de renseignements urbanistiques
100,00 € - Attestation de légalité du nombre de logements.

3) Ouverture de dossiers relatifs aux débits de boissons, restaurant et tout établissement public assimilé

250,00 € - ouverture, réouverture, reprise, etc. ;
50,00 € - duplicata d'un permis.

Article 3. §1. Les autorités judiciaires, les administrations publiques et les institutions y assimilés, de même que les établissements d'utilité publique sont exonérés de la redevance.

§2. Sont également exonérés de la redevance : les documents repris dans les rubriques du présent règlement-redevance qui doivent être délivrés gratuitement par l'Administration Communale.

Article 4. La redevance est payable au moment de la demande du document. La preuve du paiement de la redevance est constatée par un reçu délivré lors du paiement.

Article 5. A défaut de paiement, la redevance sera récupérée conformément à l'article 137 bis de la Nouvelle Loi communale.

Retributiereglement voor de aflevering van administratieve documenten ; wijziging.

De Gemeenteraad,

Gelet op de Grondwet en inzonderheid artikelen 32, 170§4 en 173 ;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet en inzonderheid artikel 117 en artikel 137bis ;

Gelet op de wet van 12 november 1997 betreffende de openbaarheid van bestuur in de provincies en gemeenten voor de aflevering van administratieve documenten en meer bepaald artikelen 4 en 13 ;

Gelet op het retributiereglement voor de aflevering van administratieve documenten van 17 juni 2013 zoals gewijzigd op 14 december 2015, 30 mei 2016, 28 november 2016, 19 december 2016 alsook op 18 december 2017;

Overwegende het Ministerieel besluit van 15 september 2017 verschenen in het Belgisch Staatsblad van 25 september 2017 tot wijziging van het ministerieel besluit van 19 april 2014 met als voorwerp de aflevering van alle types van paspoorten en reisdocumenten door de gemeentebesturen ;

Gezien de veralgemening van elektronische basisdocumenten voor de elektronische identiteitskaarten voor Belgen, voor de elektronische vreemdelingenkaarten en voor de identiteitsdocumenten voor Belgische kinderen ;

Overwegende dat ingevolge de hervorming van de aflevering van de identiteitskaarten, bepaalde dringende afleveringsprocedures niet meer van toepassing zijn ;

Gezien het bijgevolg noodzakelijk is om het retributiereglement voor de aflevering van administratieve documenten aan te passen;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

Beslist :

Om het retributiereglement voor de aflevering van administratieve documenten te wijzigen als volgt :

Artikel 1. Vijf dagen volgend op de bekendmaking van dit reglement en voor een termijn die vervalft op 31 december 2021 wordt ten gunste van de inwoners en op de hieronder bepaalde voorwaarden een retributie vastgesteld op de aflevering van attesten en andere documenten. De retributie is verschuldigd door de natuurlijke- of rechtspersoon die het document aanvraagt.

Artikel 2. Het bedrag van deze retributie wordt vastgesteld als volgt :

A. SECRETARIAAT

De kosteloosheid voor de aflevering van attesten van woonst is van toepassing aangezien de gemeentelijke retributie 0,00 € bedraagt.

0,00 € voor de aflevering van attesten van woonst ;

10,00 € voor de aflevering van een kopie van plannen ;

2.500 € voor de aflevering door de Burgemeester van het advies voorafgaand aan de toekenning van een vergunning van klasse C betreffende de uitbating van bingospelen, afgeleverd door de Kansspelcommissie krachtens het koninklijk besluit van 22 december 2000 betreffende de werking en het beheer van de kansspelinrichtingen van klasse III, de wijze van aanvraag en de vorm van vergunning van klasse C.

1.250 € € voor de aflevering door de Burgemeester van het advies voorafgaand aan de toekenning van een vergunning van klasse C betreffende de uitbating van bingospelen, afgeleverd door de Kansspelcommissie krachtens het koninklijk besluit van 22 december 2000 betreffende de werking en het beheer van de kansspelinrichtingen van klasse III, de wijze van aanvraag en de vorm van vergunning van klasse C, wanneer de vergunningsaanvraag uitdrukkelijk beperkt is tot de uitbating van één enkel bingospel.

B.1. DEMOGRAFIE – BEVOLKING

1) Certificaten & attesten

Worden gratis afgeleverd certificaten en attesten aangezien de gemeentelijke retributie

0,00 € bedraagt.

0,00 € gezinssamenstelling, attest van woonst, van nationaliteit, van leven of van burgerlijke stand ;

0,00 € wettiging van handtekening of eensluidend afschrift ;

0,00 € document van tenlasteneming voor een partner (bijlage 3) ;

0,00 € document tenlasteneming toerist (bijlage 3bis) ;

0,00 € document tenlasteneming student (bijlage 32).

2) Opzoekingen

20,00 € genealogische opzoeking in de archieven (per opzoeking – dienen per mail te worden aangevraagd) ;

7,00 € adresopzoeking met behulp van het Nationaal Register van Natuurlijke Personen.

3) Adreswijzigingen

Voor aanvragen tot adreswijziging bedraagt de gemeentelijke retributie 0,00 €.

0,00 € inschrijving, verhuis binnen de Gemeente en vertrek naar het buitenland (mod.2, mod. 2 bis, mod.8 – bijlage 18) ;

0,00 € verhuis binnen hetzelfde gebouw die wijziging in de gezinssamenstelling tot gevolg heeft (mod.2 bis) ;

0,00 € herinschrijving na een afschrijving van ambtswege (mod.2).

4) Elektronische identiteitskaarten

Voor de aflevering van identiteitskaarten bedraagt de gemeentelijke retributie 0,00 €. Het bedrag gevraagd aan de burger is de kost voor de aanmaak van de kaart en voor de bijdrage verschuldigd en integraal teruggegeven aan de FOD – Binnenlandse Zaken. (*)

Normale afleveringsprocedure van elektronische identiteitskaarten

16,00€ elektronische identiteitskaart (Belgische id.kaarten, E, E+, F, F+)

(kostprijs voor de aanmaak 16,00 € en de bijdrage verschuldigd aan de FOD – Binnenlandse Zaken (*)

+ gemeentelijke retributie 0,00 €) ;

16,00€ duplicaat van de elektronische identiteitskaart (Belgische id.kaarten, E, E+, F, F+) afgeleverd in geval van diefstal of verlies.

(kostprijs voor de aanmaak 16,00€ en de bijdrage verschuldigd aan de FOD – Binnenlandse Zaken (*) + gemeentelijke retributie 0,00 €) ;

19,20€ elektronische kaart A, B, C, D, H

(kostprijs voor de aanmaak 19,20€ en de bijdrage verschuldigd aan de FOD – Binnenlandse Zaken(*) + gemeentelijke retributie 0,00 €) ;

19,20€ duplicaat van de elektronische identiteitskaart A, B, C, D, H afgeleverd in geval van diefstal of verlies.

(kostprijs voor de aanmaak 19,20€ en de bijdrage verschuldigd aan de FOD – Binnenlandse Zaken (*) + gemeentelijke retributie 0,00 €) ;

Dringende afleveringsprocedure van de elektronische identiteitskaarten (Belgische id.kaarten, A, B, C, D, E, E+, F, F+,H)

127,60€ aflevering 2 werkdagen, door het erkend organisme

(aanmaakkost 127,60€ en bijdrage verschuldigd aan FOD – Binnenlandse Zaken (*) + gemeentelijke retributie 0,00 €) ;

84,00€ aflevering 3 werkdagen, door het erkend organisme

(aanmaakkost 84,00 € en bijdrage verschuldigd aan FOD – Binnenlandse Zaken (*) + gemeentelijke retributie 0,00 €) ;

Dringende gecentraliseerde afleveringsprocedure van de Belgische elektronische identiteitskaarten (niet voor de verblijfstitels)

95,70€ aflevering 2 werkdagen, gecentraliseerde levering bij de FOD – Binnenlandse Zaken

(aanmaakkost 95,70€ en bijdrage verschuldigd aan FOD – Binnenlandse Zaken (*) + gemeentelijke retributie 0,00 €) ;

5) Identiteitsdocumenten – Kinderen jonger dan 12 jaar – Kids-ID

0,00 € reiskaart - identiteitsattest (met foto) ;

(aanmaakkost 0,00 € + gemeentelijke retributie 0,00 €) ;

6,40€ elektronische kaart voor kinderen jonger dan 12 jaar ;

(aanmaakkost 6,40€ en bijdrage verschuldigd aan de FOD – Binnenlandse Zaken (*) + gemeentelijke retributie 0,00 €) ;

6,40€ duplicaat van elektronische identiteitskaart, afgeleverd in geval van diefstal of verlies ;

(aanmaakkost 6,40€ en voor de bijdrage verschuldigd aan de FOD – Binnenlandse Zaken (*) + gemeentelijke retributie 0,00 €) ;

Dringende afleveringsprocedure van de elektronische identiteitskaarten voor kinderen jonger dan 12 jaar – Kids-ID

127,60€ aflevering 2 werkdagen, door het erkend organisme
(aanmaakkost 127,60€ en bijdrage verschuldigd aan FOD – Binnenlandse Zaken (*)
+ gemeentelijke retributie 0,00 €) ;

84,00€ aflevering 3 werkdagen, door het erkend organisme
(aanmaakkost 84,00 € en bijdrage verschuldigd aan FOD – Binnenlandse Zaken (*)
+ gemeentelijke retributie 0,00 €) ;

55,60€ aflevering 2 werkdagen, door het erkend organisme, voor de bestelling van een tweede elektronische identiteitskaart voor een belgisch kind jonger van 12 jaar, tegelijkertijd bestelling voor kinderen uit hetzelfde huishouden, die ingeschreven zijn op hetzelfde adres ;

(aanmaakkost 55,60€ en bijdrage verschuldigd aan FOD – Binnenlandse Zaken (*)
+ gemeentelijke retributie 0,00 €) ;

Dringende gecentraliseerde afleveringsprocedure van de elektronische identiteitskaarten voor kinderen jonger dan 12 jaar – Kids-ID

95,70€ aflevering 2 werkdagen, gecentraliseerde levering bij de FOD – Binnenlandse Zaken

(aanmaakkost 95,70€ en bijdrage verschuldigd aan FOD – Binnenlandse Zaken (*)
+ gemeentelijke retributie 0,00 €) ;

6) Belgische paspoorten

Voor de aflevering van Belgische paspoorten bedraagt gemeentelijke retributie 0,00 €. Het bedrag gevraagd aan de burger is de kost voor de aanmaak van het paspoort en voor de bijdrage verschuldigd en integraal teruggegeven aan de FOD – Binnenlandse Zaken. (*)

Normale procedure

65,00 € voor de aflevering van een nieuw paspoort voor een volwassene
(vanaf 18 jaar - geldigheid 7 jaar)
(aanmaakkost 65,00 € en voor de bijdrage verschuldigd aan de FOD – Binnenlandse Zaken (*)+ gemeentelijke retributie 0,00 €) ;

35,00 € voor de aflevering van een nieuw paspoort voor een kind jonger dan 18 jaar
(geldigheid 5 jaar)
aanmaakkost 35,00 € en voor de bijdrage verschuldigd aan de FOD – Binnenlandse Zaken (*)+ gemeentelijke retributie 0,00 €) ;

Dringende procedure

240,00 € voor de aflevering van een nieuw paspoort voor een volwassene
(vanaf 18 jaar - geldigheid 7 jaar)
(aanmaakkost 240,00 € en voor de bijdrage verschuldigd aan de FOD – Binnenlandse Zaken (*)+ gemeentelijke belasting 0,00 €) ;

210,00 € voor de aflevering van een nieuw paspoort voor een kind

(van jonger dan 18 jaar - geldigheid 5 jaar)
(aanmaakkost 210,00 € en voor de bijdrage verschuldigd aan de FOD – Binnenlandse Zaken (*)+ gemeentelijke retributie 0,00 €) ;

7. Reisdocumenten voor vreemdelingen, straatlozen en vluchtelingen

Voor de aflevering van reisdocumenten bedraagt de gemeentelijke retributie 0,00 €. Het bedrag gevraagd aan de burger is de kost voor de aanmaak van het reisdocument en voor de bijdrage verschuldigd en integraal teruggegeven aan de FOD – Buitenlandse Zaken.

Normale procedure

61,00 € voor de aflevering van een nieuw reisdocument voor een volwassene
(vanaf 18 jaar - geldigheid 2 jaar)
(aanmaakkost 61,00 € en voor de bijdrage verschuldigd aan de FOD – Buitenlandse Zaken (*)+ gemeentelijke retributie 0,00 €) ;
41,00 € voor de aflevering van een nieuw reisdocument voor een kind jonger dan 18 jaar
(geldigheid 2 jaar)
aanmaakkost 41,00 € en voor de bijdrage verschuldigd aan de FOD – Buitenlandse Zaken (*)+ gemeentelijke retributie 0,00 €) ;

Dringende procedure

230,00 € voor de aflevering van een nieuw reisdocument voor een volwassene
(vanaf 18 jaar - geldigheid 2 jaar)
(aanmaakkost 230,00 € en voor de bijdrage verschuldigd aan de FOD – Buitenlandse Zaken (*)+ gemeentelijke belasting 0,00 €) ;
210,00 € voor de aflevering van een nieuw reisdocument voor een kind
(van jonger dan 18 jaar - geldigheid 2 jaar)
(aanmaakkost 210,00 € en voor de bijdrage verschuldigd aan de FOD – Buitenlandse Zaken (*)+ gemeentelijke retributie 0,00 €) ;

8) ADMINISTRATIEF BUREAU VOOR VREEMDELINGEN (niet- Europees en Europees)

Openingskosten voor een vestigingsdossier

0,00 € openingskosten voor het dossier in het kader van een inschrijving in de Gemeente voor een alleenstaande (hetzij komende van het buitenland hetzij van een andere Gemeente) ;
0,00 € openingskosten voor het dossier in het kader van een inschrijving in de Gemeente indien meerdere personen (hetzij komende van het buitenland hetzij van een andere Gemeente).

Aflevering van bepaalde documenten krachtens de wet van 15/12/1980 op de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, hieronder opgesomd

Afgifte van bijlagen

0,00 € aankomstverklaring – KB van 3/10/81 (bijlage 3 en 3ter) ;
0,00 € toelatingsattest van vestiging (bijlage 16) ;
0,00 € attest van vertrek (bijlage 18) ;
0,00 € bijzonder document van verblijf (bijlage 35) ;
0,00 € toelatingsattest van vestiging voor permanent verblijf (bijlage 22) ;
0,00 € bijlage 15 afgeleverd naar aanleiding van een schrapping van ambtswege met aanvraag tot herinschrijving.

Identiteitsbewijzen

0,00 € attest van inschrijving (model A – bijlage 4- KB 08/10/1981).

Identiteitsdocument – Kinderen jonger dan 12 jaar

0,00 € Reiskaart - identiteitsattest (met foto).

Aflevering van bepaalde documenten krachtens de wet van 15/12/1980 op de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, hieronder opgesomd

0,00 € ontvangstbewijs voor een eerste indiening van een artikel 9 ;
0,00 € ontvangstbewijs voor bijkomende indieningen van een artikel 9 .

Adreswijziging

0,00 € inschrijving, verhuis binnen de Gemeente en vertrek naar het buitenland (mod.2, mod.2 bis, mod.8 – bijlage 18) ;
0,00 € verhuis binnen hetzelfde gebouw die wijziging in de gezinssamenstelling tot gevolg heeft (mod.2 bis) ;
0,00 € herinschrijving na een afschrijving van ambtswege (mod.2).

Arbeidsvergunning

0,00 € aflevering van arbeidsvergunning.

B.2. DEMOGRAFIE – BURGERLIJKE STAND

0,00 € uittreksel van akte van de Burgerlijke stand ;
20,00 € genealogische opzoeking in de archieven – worden per e-mail aangevraagd ;
7,00 € toegangsrecht tot de archieven voor een particulier of een studie waarbij men zelf het opzoekingswerk doet ;
20,00 € opening van een huwelijksdossier ;
20,00 € verklaring van wettelijke samenleving ;
10,00 € duplicaat van het trouwboekje ;
25,00 € opening van een nationaliteitsdossier ;
0,00 € verzending van een nationaliteitsdossier naar de Kamer ;
135,00 € voltrekking van de huwelijksplechtigheid tijdens de week ;
0,00 € voltrekking van de huwelijksplechtigheid op zaterdag ;
20,00 € verbetering van de materiële vergissingen (gratis in geval van bewijsbare en erkende administratieve vergissingen(en)) ;
15,00 € postnatale erkenning – dossierkosten (een akte zal gratis afgeleverd worden) ;
15,00 € prenatale erkenning – dossierkosten (een akte zal gratis afgeleverd worden) ;
20,00 € verklaring van geslachtswijziging ;
20,00 € opening van een huwelijksdossier in het buitenland – dossierkosten ;
20,00 € opening van een wettelijk samenlevingsdossier – dossierkosten ;
0,00 € inschrijving van een vreemdelingenakte.

B.3. DEMOGRAFIE - STRAFREGISTER

De kosteloosheid voor de aflevering van getuigschriften van goed gedrag en zeden en van goed gedrag is van toepassing.

0,00 € getuigschrift van goed gedrag en zeden ;

0,00 € getuigschrift van goed gedrag en zeden, afgeleverd in het kader van een naturalisatie of een hypotheek ;

0,00 € bewijs van goed gedrag.

B.4. DEMOGRAFIE - RIJBEWIJS

Voor de aflevering van rijbewijzen bedraagt de gemeentelijke retributie 0,00 €. Het bedrag gevraagd aan de burger is de kost voor de aanmaak van het rijbewijs en voor de bijdrage verschuldigd en integraal teruggegeven aan de FOD – Mobiliteit. (*)

1) Voorlopige rijbewijzen (model 1, 2 en 3) of leervergunningen (model 4)

20,00 € voor een voorlopig rijbewijs of een leervergunning ;
(aanmaakkost 20,00 € en voor de bijdrage verschuldigd aan de FOD – Mobiliteit (*)+ gemeentelijke retributie 0,00 €) ;

20,00 € voor een afschrift.

(aanmaakkost 20,00 € en voor de bijdrage verschuldigd aan de FOD – Mobiliteit (*)+ gemeentelijke retributie 0,00 €) ;

2) Definitieve rijbewijzen (categorie A, B en BE) en/of beperkt (categorie C, D, CE en DE)

20,00 € voor een definitief en/of beperkt rijbewijs ;

(aanmaakkost 20,00 € en voor de bijdrage verschuldigd aan de FOD – Mobiliteit (*)+ gemeentelijke retributie 0,00 €) ;

20,00 € voor een afschrift, een verandering van categorie, een omwisseling van buitenlands rijbewijs enz .

(aanmaakkost 20,00 € en voor de bijdrage verschuldigd aan de FOD – Mobiliteit (*)+ gemeentelijke retributie 0,00 €) ;

3) Internationale rijbewijzen

20,00 € voor een internationaal rijbewijs ;

(aanmaakkost 20,00 € en voor de bijdrage verschuldigd aan de FOD – Mobiliteit (*)+ gemeentelijke retributie 0,00 €) ;

20,00 € voor een afschrift.

(aanmaakkost 20,00 € en voor de bijdrage verschuldigd aan de FOD – Mobiliteit (*)+ gemeentelijke retributie 0,00 €) ;

C. DIENST STEDENBOUW EN LEEFMILIEU – HYGIENE – HORECA

1) Opening van dossiers voor stedenbouwkundige en milieuvergunningen

60,00 € - Stedenbouwkundige vergunning van gering belang

Milieuvergunning van klasse III ;

250,00 € - Stedenbouwkundige vergunning waarbij het advies van de gemachtigde ambtenaar noodzakelijk is Milieuvergunning van klasse II

350,00 € - Stedenbouwkundige vergunning onderworpen aan een openbaar onderzoek + overleg + advies gemachtigde ambtenaar

Milieuvergunning van klasse IB ;

500,00 € - Milieuvergunning of -getuigschrift van klasse IA (onderworpen aan een effectenstudie) - Stedenbouwkundige vergunning onderworpen aan een effectenstudie ;

geldende tarieven + 500,00 € - Regularisatievergunning

50,00 € - duplicaat van een vergunning.

2) Stedenbouwkundige inlichtingen

150,00 € - Levering van stedenbouwkundige inlichtingen

100,00 € - Attest van wettelijkheid van het aantal woningen.

3) Opening van dossiers betreffende het debiet van dranken, restaurant en iedere gelijkgestelde openbare vestiging

250,00 €- opening, heropening, overname enz. ;

50,00 € - duplicaat van een vergunning.

Artikel 3. §1. De gerechtelijke overheid, de openbare besturen en de hiermee gelijkgestelde instellingen, evenals de vestigingen van openbaar nut zijn vrijgesteld van de retributie.

§2. Zijn eveneens vrijgesteld van retributie : de documenten vermeld in de rubrieken van dit retributiereglement die gratis dienen te worden afgeleverd door het Gemeentebestuur.

Artikel 4. De retributie is betaalbaar op het moment van de aanvraag van het document. Het betalingsbewijs van de retributie wordt vastgesteld door een ontvangstbewijs afgeleverd bij de betaling.

Artikel 5. Bij gebreke van betaling zal de retributie worden ingevorderd overeenkomstig artikel 137 bis van de Nieuwe Gemeentewet.

4 annexes / 4 bijlagen

Moniteur Belge 25.09.2017 Belgish Staatsblad.pdf, Retributiereglement NL.pdf, Reglement redevance FR.pdf, Prix_Passeports_Titres de voyage.pdf

26.02.2018/A/0008 **Protocole de Jumelage entre la commune de Saint-Josse-ten-Noode et le 5^{ème} district de la Municipalité de Bucarest en Roumanie.**

Le Conseil communal,

Vu la note de politique générale de la Commune de Saint-Josse-ten-Noode approuvée par le Conseil communal du 28 janvier 2013 exprimant sa volonté de développer des partenariats avec d'autres entités afin de permettre des échanges de bonnes pratiques ;

Vu la lettre officielle envoyée par l'autorité locale du 5^{ème} District de la Municipalité de Bucarest en Roumanie, dans laquelle elle manifeste son intérêt de conclure un protocole de collaboration ;

Vu la volonté du Collège d'intensifier et d'élargir ses relations d'amitié avec d'autres villes ;

Vu l'enrichissement mutuel d'échanges réciproques de savoirs et les enseignements à tirer des expériences d'autres pays ;

Considérant que ce rapprochement apporte une plus-value certaine aux entités sur le plan social, culturel et sportif notamment ;

Vu que la conclusion d'un accord constitue une base solide de confiance pour améliorer l'amitié, la coopération entre les communautés et l'encouragement pour les citoyens et les associations

de promouvoir des idées qui contribuent à connecter les populations ;
Vu la décision de Collège du 19 décembre 2017 autorisant l'organisation d'une mission dans le 5^è district de la Municipalité de Bucarest en Roumanie ;
Vu le souhait de la Commune de Saint-Josse-ten-Noode et du 5^{ème} District de la Municipalité de Bucarest d'officialiser des liens par la signature conjointe d'un Protocole de Jumelage ;

Décide :

D'approuver le texte du Protocole de Jumelage entre la commune de Saint-Josse-ten-Noode et le 5^{ème} district de la Municipalité de Bucarest en Roumanie ;
De charger le Collège d'effectuer les démarches nécessaires en vue de concrétiser ledit protocole.

Verbroederingsprotocol tussen de gemeente van Sint-Joost-ten-Node en het 5de district van de stad Boekarest in Roemenië.

De Gemeenteraad,

Gelet op de algemene beleidsnota van de Gemeente Sint-Joost-ten-Node goedgekeurd door de Gemeenteraad van 28 januari 2013 waarin zij haar wens uitdrukt om partnerschappen te ontwikkelen met andere entiteiten teneinde de uitwisseling van goede praktijken mogelijk te maken ;

Gelet op de officiële brief verstuurd door de lokale overheid van het 5^{de} District van de Municipaliteit Boekarest in Roemenië, waarin zij haar belangstelling aangeeft om een samenwerkingsprotocol af te sluiten ;

Gelet op de wens van het College om zijn vriendschapsrelaties met andere steden te versterken en uit te breiden ;

Gelet op de wederzijdse verrijking van onderlinge uitwisselingen van kennis en informatie te halen uit te ervaringen van andere landen ;

Overwegende dat deze toenadering een zekere meerwaarde biedt aan de entiteiten, met name op sociaal, cultureel et sportief vlak ;

Gezien de afsluiting van een akkoord een stevige vertrouwensbasis vormt ter verbetering van de vriendschap, de samenwerking tussen de gemeenschappen en de aanmoediging voor de burgers en de verenigingen om ideeën te bevorderen die bijdragen tot de verbinding van de bevolkingen ;

Gelet op de beslissing van het College van 19 december 2017 tot toelating van de organisatie van een missie naar het 5de district van de Municipaliteit Boekarest in Roemenië ;

Gelet op de wens van de Gemeente Sint-Joost-ten-Node en van het 5^{de} District van de Municipaliteit Boekarest om de band te officialiseren door de gezamenlijke ondertekening van een Protocol van Jumelage ;

Beslist :

Om de tekst goed te keuren van het Protocol van Jumelage tussen de gemeente Sint-Joost-ten-Node en het 5^{de} district van de Municipaliteit Boekarest in Roemenië ;

Om het College te belasten met de uitvoering van de nodige stappen teneinde dit protocol te concretiseren.

2 annexes / 2 bijlagen

Protocole de Jumelage - NL.pdf, Protocole de jumelage - FR Roumanie.pdf

26.02.2018/A/0009 **Crèches communales francophones; adoption d'un nouveau Règlement d'Ordre Intérieur (R.O.I.) et contrat d'accueil.**

Le Conseil,

Vu la Nouvelle loi communale et notamment son article 117 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 31 mai 1999 fixant le code de qualité de l'accueil ;

Vu le décret du 17 juillet 2002 portant réforme de l'Office de la Naissance et de l'Enfance (ONE) ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 février 2003 portant réglementation générale des milieux d'accueil ;

Vu le Règlement d'ordre d'intérieur du 15 juillet 2010 ayant pour objet les crèches communales Reine Elisabeth et Potagère ;

Considérant dès lors que le Règlement d'ordre précité n'étant pas son champs d'application aux autres crèches communales puisque constituées par la Commune postérieurement à son entrée en vigueur ;

Qu'il convient donc de mettre à jour ce Règlement afin d'y inclure les crèches communales Damla, Le P'tit Boule et Des Nénuphars ;

Vu le projet de Règlement d'ordre Intérieur et de contrat d'accueil de l'ONE joints en annexes de la présente ;

Considérant l'obligation de la Commune, en sa qualité de pouvoir organisateur, de se conformer aux modèles de Règlement d'Ordre Intérieur (R.O.I.) et de contrat d'accueil établis par de l'ONE ;

Considérant que les milieux d'accueil communaux agréés ont l'obligation d'obtenir une attestation de qualité délivrées par l'ONE ;

Que l'obtention d'une telle attestation est conditionnée par l'établissement des actes suivants :

- un projet pédagogique conforme au Code de qualité de l'accueil ;

- un plan d'amélioration de la qualité de l'accueil précis, pertinent et dont les moyens prévus sont adaptés ;

- un règlement d'ordre intérieur conforme au modèle en vigueur ;

Considérant par ailleurs que la constitution d'un texte coordonné portant règlement d'ordre intérieur unique pour l'ensemble des crèches communales facilitera la compréhension et l'échange avec les parents et l'ONE ;

Vu l'avis favorable du service Inspection Comptable de l'ONE du 27 novembre 2017 ;

Vu l'avis favorable du service Coordination Accueil de l'ONE du 5 décembre 2017 ;

Considérant par conséquent qu'il convient d'abroger le Règlement d'ordre Intérieur du 15 juillet 2010 relatif aux crèches communales francophones Reine Elisabeth et Potagère et d'adopter un nouveau règlement d'ordre intérieur applicable à l'ensemble des crèches communales francophones ;

Sur proposition du Collège communal ;

Décide :

- Article 1er. Est abrogé le Règlement d'Ordre intérieur du 15 juillet 2010 relatif aux crèches communales francophones Reine Elisabeth et Potagère.
- Article 2. Est adopté le Règlement d'Ordre Intérieur (R.O.I.) relatif aux crèches communales francophones ainsi que son contrat d'accueil, tels que repris en annexes.
- Article 3. Le Règlement d'Ordre Intérieur (R.O.I.) relatif aux crèches communales francophones entrera en vigueur cinq jours après sa publication, sous réserve de la décision de l'autorité de tutelle y afférente.

6 annexes / 6 bijlagen

5 - ROI 2017 - Service Coordination Accueil - 5 DECEMBRE 2017.pdf, 2 - Projet - ROI 2017 - St-Josse-ten-Noode.pdf, 6 - ROI - Rapport 2.pdf, 3 - Projet - Contrat d'accueil 2017 - St-Josse-ten-Noode.pdf, 4 - ROI 2017 - Service Inspection Compatble - 27 NOVEMBRE 2017.pdf, 1 - ROI 2010.pdf

26.02.2018/A/0010 Subside régional, Bruxelles- Environnement (I.B.G.E), extension de la mission " primes pour la stérilisation de chats domestiques ; ratification.

Le Conseil,

Vu la Nouvelle Loi communale, notamment l'article 117° ;

Vu la décision du Collège communal du 16 janvier 2018 portant le dispositif suivant :
"Vu la décision du Collège communal du 9 mai 2017 ratifiée par le Conseil communal du 29 mai 2017 portant le dispositif suivant :

-de répondre favorablement à l'appel à projet régional (I.B.G.E) pour financer en partie la campagne de stérilisation des chats domestiques « familiers » sur le territoire de la Commune pour l'année 2017 et de soumettre la présente décision pour ratification à la plus prochaine séance du Conseil communal.

Vu la motivation qui y est mieux reprise;

Vu la délibération du Conseil communal du 29 mai 2017 d'octroyer une prime pour la stérilisation de chats domestiques "familiers" aux habitants de la Commune;

Vu l'arrêté ministériel du 21 juin 2017 accordant à la Commune une subvention de 5000,00 euros pour l'année 2017 en vue de financer l'octroi de primes pour la stérilisation de chats domestiques "familiers";

Considérant qu'en date du 31 décembre 2017 , 6 primes ont été accordée pour un montant total de 385,00 euros;

Considérant que les frais de communication pour la campagne d'information aux habitants s'élève pour l'année 2017 à 950,00 euros;

Considérant le rapport transmis à l'I.B.G.E par la commune en date du 15 décembre 2017;

Considérant qu'en date du 18 décembre 2017 l'I.B.G.E , eu égard à la pertinence des actions menées par la Commune en matière de bien être animal, actait l'extension de la mission " primes pour la stérilisation de chats domestiques" en permettant par conséquent d'utiliser la subvention jusqu'au 29 juin 2018".

Décide :

De ratifier la décision du Collège du 16 janvier 2018 d'acter le procès- verbal de

Gewestelijke subsidie, Leefmilieu Brussel (B.I.M.) uitbreiding van de opdracht "premies voor de sterilisatie van huiskatten" ; bekrachtiging.

De Raad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 117° ;

Gelet op de beslissing van het Gemeentecollege van 16 januari 2018 houdende de volgende bepaling :

"Gelet op de beslissing van het Gemeentecollege van 9 mei 2017 goedgekeurd door de Gemeenteraad van 29 mei 2017 houdende de volgende bepaling :

-om zich gunstig uit te spreken over de gewestelijke projectoproep (B.I.M) om gedeeltelijk de sterilisatiecampagne te financieren van huiskatten op het grondgebied van de Gemeente voor het jaar 2017 en om deze beslissing ter goedkeuring voor te leggen op de volgende zitting van de Gemeenteraad.

Gelet op de motivering die er nader in wordt toegelicht;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 29 mei 2017 om een premie toe te kennen voor de sterilisatie van huiskatten aan de inwoners van de Gemeente;

Gelet op het ministeriële besluit van 21 juni 2017 waarbij een de Gemeente een subsidie werd toegekend van 5000,00 euro voor het jaar 2017 met het oog op de financiering van de toekenning van premies voor de sterilisatie van huiskatten;

Overwegende dat op 31 december 2017, 6 premies werden toegekend voor een totaal bedrag van 385,00 euro;

Overwegende dat voor de informatiecampagne aan de inwoners voor het jaar 2017 de communicatiekosten 950,00 euro bedragen;

Overwegende het rapport doorgezonden naar het B.I.M. door de gemeente op 15 december 2017;

Overwegende dat het B.I.M. op 18 december 2017 gezien de relevantie van de acties gevoerd door de Gemeente inzake dierenwelzijn, akte heeft genomen van de uitbreiding van de opdracht " premies voor de sterilisatie van huiskatten" door bijgevolg toe te laten om de subsidie te gebruiken tot 29 juni 2018".

Beslist :

Om de beslissing van het College van 16 januari 2018 te bekrachtigen om akte te nemen van het rapport van Leefmilieu Brussel (B.I.M.) waarin akte wordt genomen van de uitbreiding van de opdracht "premies voor de sterilisatie van huiskatten" van 18 december 2017.

2 annexes / 2 bijlagen

26.02.2018/A/0011 **Logement situé au 1er étage sis rue de la Prairie, 21; fixation d'une indemnité mensuelle dans le cadre d'une convention d'occupation précaire.**

Le Conseil,

Vu que l'Administration communale de Saint-Josse-ten-Noode a acquis un immeuble situé rue de la Prairie, 21 comportant un rez-de-chaussée et 3 étages en date du 22 décembre 2018;

Vu que les logements situés au 1er étage continue à être occupé suite à l'acquisition de l'immeuble par l'Administration communale;

Considérant que les appartements se situant dans l'immeuble vont faire l'objet de gros travaux de rénovation ou de transformations et que l'intéressée a besoin de temps supplémentaire pour trouver un nouveau logement;

Considérant qu'en sa séance du 06/02/2018, le Collège communal a décidé de mettre temporairement à disposition des occupants le logement, sous couvert d'une convention d'occupation précaire consentie pour une durée de 6 mois, prenant cours le 01/02/2018 pour se terminer le 31/07/2018 afin d'assurer un cadre juridique;

Considérant que les occupants paient actuellement un loyer d'un montant de 590,00 € et 30,00 € de provisions pour charges communes;

Considérant que la convention d'occupation précaire n'est pas soumise aux dispositions du Titre III du livre III du Code civil et n'est pas un contrat de bail soumis aux règles particulières aux baux relatifs à la résidence du preneur introduites dans le Code civil par la loi du 20 février 1991 et du 13 avril 1997 modifiant et complétant les dispositions du Code civil relatives aux baux à loyer;

Considérant qu'il est nécessaire d'assurer un cadre juridique à cette occupation;

Considérant que le montant d'une indemnité mensuelle pour le logement précaire devra être «inférieur» à ce que pourrait être un loyer;

Décide:

de fixer une indemnité mensuelle à 504,85 € par mois pour l'occupation située au 1er étage de l'immeuble sis rue de la Prairie, 21 auquel il faut ajouter un montant mensuel de 30,00 € de provisions pour charges communes.

Woning gelegen op de 1ste verdieping Weidestraat 21; vaststelling van een maandelijkse vergoeding in het kader van een tijdelijke bewoningsovereenkomst.

De Raad,

Gezien het Gemeentebestuur van Sint-Joost-ten-Node een gebouw heeft aangekocht gelegen Weidestraat 21 dat een gelijkvloers en 3 verdiepingen bevat op 22 december 2018;

Gezien de woningen op de 1ste verdieping verder worden bewoond ingevolge de aankoop van het gebouw door het Gemeentebestuur;

Overwegende dat de appartementen die zich in gebouw bevinden het voorwerp zullen uitmaken van zware renovatie- of verbouwingswerken en dat de belanghebbende bijkomende tijd nodig heeft om een nieuwe woning te vinden;

Overwegende dat het Gemeentecollege in zitting van 06/02/2018 heeft beslist om tijdelijk de woning ter beschikking te stellen van de bewoner, onder een tijdelijke bewoningsovereenkomst toegestaan voor een duur van 6 maanden, die aanvangt op 01/02/2018 om te eindigen op 31/07/2018 teneinde een juridisch kader te verzekeren;

Overwegende dat de bewoners momenteel een huur betalen voor een bedrag van 590,00 € en 30,00 € provisie voor gemeenschappelijke lasten;

Overwegende dat de tijdelijke bewoningsovereenkomst niet onderworpen is aan de bepalingen van Titel III van boek III van het Burgerlijk wetboek en geen huurovereenkomst is onderworpen aan de bijzondere regeling voor huurovereenkomsten die betrekking hebben op de verblijfplaats van de huurder, zoals ze werden ingevoegd in het Burgerlijk wetboek door de wet van 20 februari 1991 en van 13 april 1997 tot wijziging en aanvulling van de bepalingen het Burgerlijk Wetboek inzake huurovereenkomsten;

Overwegende dat het noodzakelijk is om een juridisch kader te verzekeren voor deze bewoning;

Overwegende dat het bedrag van een maandelijkse vergoeding voor de tijdelijke bewoning «lager» zou moeten liggen dan een huurprijs;

Beslist:

om een bewoningsvergoeding van 504,85 € per maand vast te stellen voor de woning gelegen op de 1ste verdieping van het gebouw gelegen Weidestraat 21, waarbij een maandelijks bedrag dient te worden gevoegd van 30,00 € aan provisie voor gemeenschappelijke lasten.

2 annexes / 2 bijlagen

Acquisition immobilière - Prairie, 21.pdf, Note - locataires QN.odt

26.02.2018/A/0012 **Logement/flat situé au 2^e étage sis rue de la Prairie, 21; fixation d'une indemnité mensuelle dans le cadre d'une convention d'occupation précaire.**

Le Conseil,

Vu que l'Administration communale de Saint-Josse-ten-Noode a acquis un immeuble situé rue de la Prairie, 21 comportant un rez-de-chaussée et 3 étages en date du 22 décembre 2018;

Vu que le logement/flat situé au 2^e étage continue à être occupé suite à l'acquisition de l'immeuble par l'Administration communale;

Considérant que l'immeuble va faire l'objet de gros travaux de rénovation ou de transformations et que l'intéressée a besoin de temps supplémentaire pour trouver un nouveau logement;

Considérant qu'en sa séance du 06/02/2018, le Collège communal a décidé de mettre temporairement à disposition de l'occupant le logement, sous couvert d'une convention d'occupation précaire consentie pour une durée de 6 mois, prenant cours le 01/02/2018 pour se terminer le 31/07/2018 afin d'assurer un cadre juridique;

Considérant que la locataire paye actuellement un loyer d'un montant de 550,00 € et 50,00 € de provisions pour charges communes;

Considérant que la convention d'occupation précaire n'est pas soumise aux dispositions du Titre III du livre III du Code civil et n'est pas un contrat de bail soumis aux règles particulières aux baux relatifs à la résidence du preneur introduites dans le Code civil par la loi du 20 février 1991 et du 13 avril 1997 modifiant et complétant les dispositions du Code civil relatives aux baux à loyer;

Considérant qu'il est nécessaire d'assurer un cadre juridique à cette occupation;

Considérant que le montant d'une indemnité mensuelle pour le logement précaire devra être «inférieur» à ce que pourrait être un loyer;

Décide,

de fixer une indemnité mensuelle à 434,80 € par mois pour l'occupation située au 2^e étage de l'immeuble sis rue de la Prairie, 21 auquel il faut ajouter un montant mensuel de 30,00 € de provisions pour charges communes.

Woning/flat gelegen op de 2de verdieping Weidestraat 21; vaststelling van een maandelijkse vergoeding in het kader van een tijdelijke bewoningsovereenkomst.

De Raad,

Gezien het Gemeentebestuur van Sint-Joost-ten-Node een gebouw heeft aangekocht gelegen Weidestraat 21 dat een gelijkvloers en 3 verdiepingen bevat op 22 december 2018;

Gezien de woning/flat op de 2de verdieping verder wordt bewoond ingevolge de aankoop van het gebouw door het Gemeentebestuur;

Overwegende dat het gebouw het voorwerp zal uitmaken van zware renovatie- of verbouwingswerken en dat de belanghebbende bijkomende tijd nodig heeft om een nieuwe woning te vinden;

Overwegende dat het Gemeentecollege in zitting van 06/02/2018 heeft beslist om tijdelijk de woning ter beschikking te stellen van de bewoner, onder een tijdelijke bewoningsovereenkomst toegestaan voor een duur van 6 maanden, die aanvangt op 01/02/2018 om te eindigen op 31/07/2018 teneinde een juridisch kader te verzekeren;

Overwegende dat de huurder momenteel een huur betaalt voor een bedrag van 550,00 € en 50,00 € provisies voor gemeenschappelijke lasten;

Overwegende dat de tijdelijke bewoningsovereenkomst niet onderworpen is aan de bepalingen van Titel III van boek III van het Burgerlijk wetboek en geen huurovereenkomst is onderworpen aan de bijzondere regeling voor huurovereenkomsten die betrekking hebben op de verblijfplaats van de huurder, zoals ze werden ingevoegd in het Burgerlijk wetboek door de wet van 20 februari 1991 en van 13 april 1997 tot wijziging en aanvulling van de bepalingen het Burgerlijk Wetboek inzake huurovereenkomsten;

Overwegende dat het noodzakelijk is om een juridisch kader te verzekeren voor deze bewoning;

Overwegende dat het bedrag van een maandelijkse vergoeding voor de tijdelijke bewoning «lager» zou moeten liggen dan een huurprijs;

Beslist,

om een bewoningsvergoeding van 434,80 € per maand vast te stellen voor de woning gelegen op de 2de verdieping van het gebouw gelegen Weidestraat 21, waarbij een maandelijks bedrag dient te worden gevoegd van 30,00 € aan provisies voor gemeenschappelijke lasten.

3 annexes / 3 bijlagen

Acquisition immobilière - Prairie, 21.pdf, Note - locataires QN.odt, Convention d'occupation précaire, Prairie, 21 2^e étage.pdf

26.02.2018/A/0013 **Enseignement - Projet "A L'Ecole" - Poursuite du dispositif dans les établissements scolaires communaux au cours de l'année civile 2018.**

Le Conseil communal,

Vu la Note de Politique Générale 2012-2018 adoptée par le Conseil communal ;
Vu la mise en place au cours de l'année scolaire 2013-2014 du projet "A L'Ecole" au sein des 5 établissements scolaires fondamentaux communaux francophones ;
Vu également la mise en place d'un prestataire ALE au sein du Lycée Guy Cudell et l'élargissement du dispositif à l'école fondamentale communale néerlandophone "Sint-Joost-aan-Zee" ;
Vu la globalisation de ces différents projets dans une même convention depuis le 1er janvier 2017 ;
Considérant qu'une nouvelle convention définissant les modalités de collaboration pour l'année civile 2018 a été réalisée ;
Vu que l'asbl para-communale AISSJ est incluse dans ladite proposition de convention ;
Vu l'estimation budgétaire globale du dispositif s'élevant à 77.836,50 € ;

Décide :

- D'approuver et de signer la proposition de convention tripartite entre l'Agence Locale pour l'Emploi de Saint-Josse-ten-Noode, la Commune et l'asbl AISSJ permettant la poursuite du projet "A L'Ecole" au sein des 7 établissements scolaires pré-cités durant l'année civile 2018 ;
- De prendre en charge financièrement le projet ;
- D'imputer les dépenses aux articles budgétaires 7210/124-06, 7220/124-06, 7211/124-06, 7221/124-06, 7310/124-06 du budget ordinaire de l'exercice 2018 (sous réserve d'approbation du budget par le Conseil communal et la tutelle) de la manière suivante :

- 7210/124-06 : 22.926,90 €
- 7220/124-06 : 45.767,40 €
- 7211/124-06 : 1.780,55 €
- 7221/124-06 : 3.546,20 €
- 7310/124-06 : 3.815,45 €

Onderwijs - Project "Op School" - Verderzetting van het dispositief in de gemeentelijke scholen in de loop van het jaar 2018

De Gemeenteraad,

Gelet op de Algemene Beleidsnota 2012-2018 goedgekeurd door de Gemeenteraad ;
Gelet op het tot stand brengen in de loop van het schooljaar 2013-2014 van het project "Op School" binnen de 5 Franstalige gemeentelijke basisscholen ;
Gelet op de aanstelling van een PWA-dienstverlener binnen het Guy Cudell Lyceum en de uitbreiding van de voorziening in de Nederlandstalige basisschool "Sint-Joost-aan-Zee" ;
Gelet op de globalisatie van deze verschillende projecten in een zelfde overeenkomst sedert 1 januari 2017 ;
Overwegende dat een nieuwe overeenkomst met vaststelling van de samenwerkingsmodaliteiten voor het kalenderjaar 2018 werd opgesteld ;
Gezien de paracommunale vzw AISSJ inbegrepen is in dit voorstel van overeenkomst ;
Gezien de totale begrotingsraming van de voorziening 77.836,50 € bedraagt ;

Beslist :

- Om de tripartiete overeenkomst goed te keuren en te ondertekenen tussen het Plaatselijk Tewerkstellingsagentschap van Sint-Joost-ten-Node, de Gemeente en de vzw AISSJ die de verderzetting mogelijk maakt van het project "Op School" binnen de 7 voornoemde scholen gedurende het kalenderjaar 2018 ;
- Om het project financieel ten laste te nemen ;
- Om de uitgaven te boeken op de begrotingsartikelen 7210/124-06, 7220/124-06, 7211/124-06, 7221/124-06, 7310/124-06 van de gewone begroting van dienstjaar 2018 (onder voorbehoud van goedkeuring van de begroting door de Gemeenteraad en de voogdijoverheid) als volgt :
7210/124-06 : 22.926,90 €
7220/124-06 : 45.767,40 €
7211/124-06 : 1.780,55 €
7221/124-06 : 3.546,20 €
7310/124-06 : 3.815,45 €

5 annexes / 5 bijlagen

Convention ALECOLE 2018 - proposition.pdf, Rapport CC - Projet A L'Ecole 2018 NL.pdf, Rapport CC - Projet A L'Ecole 2018.pdf, Convention ALECOLE 2018 proposition NL.pdf, Projet ALECOLE - Plan budgétaire 2018 ventilé.pdf

26.02.2018/A/0014 **Département Enseignement (N+F) et Culture (N+F); rémunération des auteurs et éditeurs pour reprographie; reconduction de la convention.**

Le Conseil,

Vu que le Collège a adopté le principe de reconduction de la convention pour la rémunération des auteurs et éditeurs pour reprographie;

Vu que depuis le 1er janvier 1998, selon les dispositions de l'Arrêté Royal du 30 octobre 1997, il est permis de réaliser, dans certaines limites des copies d'oeuvres protégées par le droit d'auteur (extraits de livres, articles de journaux, de cartes, de photos, etc....) pour autant qu'une rémunération soit versée aux auteurs et éditeurs, sur base d'une convention passée avec la société REPROBEL.

Vu que l'Administration est tenue de faire parvenir annuellement, au plus tard pour le 30 juin de chaque année, une déclaration contractuelle pour lesdits volets et d'acquitter les redevances pour l'enseignement néerlandophone et francophone ainsi que les bibliothèques néerlandophone et francophone.

Décide :

d'adopter la reconduction des conventions passées avec la société REPROBEL concernant la rémunération des auteurs et éditeurs pour reprographie.

Departement Onderwijs (N+F); Vergoeding aan auteurs en uitgevers voor reproductie; verlenging overeenkomst.

De Raad,

Aangezien het College het voorstel omtrent de verlenging van de overeenkomst voor het vergoeden van auteurs en uitgevers voor het kopiëren heeft goedgekeurd; Gelet op het Koninklijk Besluit van 30 oktober 1997 bepalende dat het sedert 1 januari 1998 mogelijk is, in zekere mate kopieën van auteursrechterlijke beschermende werken te realiseren (uittreksels van boeken, dagbladartikelen, pattegronden, foto's...).

Aangezien dit enkel mogelijk is indien er vergoedingen betaald worden aan uitgevers en aan auteurs, op basis van een overeenkomst afgesloten met de door de overheid aangeduidde firma REPROBEL;

Gelet dat het Gemeentebestuur jaarlijks voor 30 juni een contractuele verklaring moet invullen, en de bijhorende vergoedingen moet vereffenen voor het Nederlandstalige en Franstalig onderwijs alsook voor de Nederlandstalige en Franstalige bibliotheken.

Beslist :

de verlenging van de overeenkomst met de firma REPROBEL, met betrekking tot de vergoeding aan auteurs en uitgevers voor reproductie, goed te keuren.

26.02.2018/A/0015 **Fabrique d’Eglise Saint-Josse; compte de l’exercice 2016.**

Le Conseil communal,

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 relatif aux Fabriques d’églises, modifié par l’ordonnance du 19 février 2004 ;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, notamment l’article 8, modifié par l’ordonnance

du 18 juillet 2002 portant diverses réformes en vertu de la loi spéciale du 13 juillet 2001 relative au transfert de diverses compétences aux régions et communautés ;

Vu les articles 117, 255, 9° et 256, § 1er de la Nouvelle Loi communale ;

Vu le compte de l’exercice 2016 de la Fabrique d’église Saint-Josse, voté par son conseil de Fabrique en date du 29 mai 2017;

Considérant qu’après analyse de la situation, il y a lieu de modifier les éléments suivants :

- Inscrire un montant de 22.960,46 € au lieu de zéro, dans la deuxième colonne relative au compte 2016, au poste 19 « reliquat du compte de l’année précédente du budget »;

- Inscrire un montant de zéro au lieu de 4.622,00 €, dans la deuxième colonne relative au compte 2016, au poste 51 « déficit de l’exercice précédent »;

Considérant qu’après modification, il y a lieu de souligner un excédant de 20.343,89 € ;

Considérant qu’après vérification comptable et tenant compte des éléments repris ci-dessus, le compte de l’exercice 2016, approuvé par le Conseil de Fabrique en date du 29 mai 2017 peut se résumer comme suit :

Compte	Recettes	Dépenses	Excédant
2016	78.506,16 €	58.162,27 €	20.343,89 €

Considérant que la circonscription de la Fabrique d’église de Saint-Josse s’étend en partie sur le territoire de la Commune de Saint-Josse-Ten-Noode, ainsi que sur le territoire de la Ville de Bruxelles ;

Décide :

D'émettre un avis favorable à l'approbation par l'Autorité de tutelle au compte de l'exercice 2016 de la Fabrique d'église Saint-Josse, sise rue Saint-Josse 62 à 1210 Saint-Josse-Ten-Noode.

Kerkfabriek van Sint-Joost; rekening van dienstjaar 2016.

De Gemeenteraad,

Gelet op het keizerlijk decreet van 30 december 1809 betreffende de Kerkfabrieken, gewijzigd door de ordonnantie van 19 februari 2004 ;

Gelet op de wet van 4 maart 1870 op de temporalien van de erediensten, inzonderheid artikel 8, gewijzigd door de ordonnantie van 18 juli 2002 houdende diverse hervormingen krachtens de bijzondere wet van 13 juli 2001 houdende overdracht van diverse bevoegdheden aan de gewesten en de gemeenschappen ;

Gelet op de artikelen 117, 255, 9° en 256, § 1 van de Nieuwe Gemeentewet ;

Gelet op de rekening van dienstjaar 2016 van de Kerkfabriek Sint-Joost, gestemd door haar Fabrieksraad van 29 mei 2017;

Overwegende dat na analyse van de situatie volgende elementen dienen te worden gewijzigd :

- Een bedrag inschrijven van 22.960,46 € in plaats van nul, in de tweede kolom betreffende de rekening 2016, in post 19 « saldo van de rekening van het vorig begrotingsjaar »;

- Een bedrag van nul inschrijven in plaats van 4.622,00 € in de tweede kolom betreffende rekening 2016, in post 51 « tekort van het vorige dienstjaar »;

Overwegende dat na wijziging een overschot van 20.343,89 € dient te worden opgetekend ;

Overwegende dat na boekhoudkundig nazicht en rekening houdende met bovenstaande elementen de rekening van dienstjaar 2016, goedgekeurd door de Fabrieksraad op 29 mei 2017 kan worden samengevat als volgt :

Rekening	Inkomsten	Uitgaven	Overschot
2016	78.506,16 €	58.162,27 €	20.343,89 €

Overwegende dat de gebiedsomschrijving van de Kerkfabriek van Sint-Joost zich gedeeltelijk over het grondgebied van de gemeente Sint-Joost-ten-Node alsook op het grondgebied van de Stad Brussel uitstrekt ;

Beslist :

Om een gunstig advies uit te brengen voor de goedkeuring door de Toezichthoudende overheid van de rekening van dienstjaar 2016 van de Kerkfabriek Sint-Joost, gelegen Sint-Jooststraat 62 te 1210 Sint-Joost-Ten-Node.

2 annexes / 2 bijlagen

FABST-JOSSE-C16.pdf, fab-stjosse-mandatC16.pdf

Le Conseil communal,

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 relatif aux Fabriques d'églises, modifié par l'ordonnance du 19 février 2004 ;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, notamment l'article 8, modifié par l'ordonnance du 18 juillet 2002 portant diverses réformes en vertu de la loi spéciale du 13 juillet 2001 relative au transfert de diverses compétences aux régions et communautés ;

Vu les articles 117, 255, 9° et 256, § 1er de la Nouvelle Loi communale ;

Vu le compte de l'exercice 2016 de la Fabrique d'Eglise Saints Jean et Nicolas tel qu'il a été arrêté par le Conseil de Fabrique;

Considérant que le compte de l'exercice 2016 de la Fabrique d'Eglise Saints Jean et Nicolas peut se résumer comme suite :

Compte	Recettes	Dépenses	Excédent
2016	70.673,28 €	9.110,20 €	61.563,08

Considérant que certaines dépenses prévues n'ont pas été réalisées et que l'une compensant l'autre, l'administration fabricienne présente un solde positif ;

Considérant que la circonscription de la paroisse de la Fabrique d'Eglise Saints Jean et Nicolas s'étend en partie sur le territoire de la Commune de Schaerbeek, ainsi que sur le territoire de la Commune de Saint-Josse-Ten-Noode ;

Décide :

D'aviser favorablement le compte de l'exercice 2016 de la Fabrique d'Eglise Saints Jean et Nicolas, sise rue de Brabant à 1030 Schaerbeek, tel qu'il a été dressé par le Conseil de Fabrique.

Kerkefabriek Sint-Jan en Sint-Niklaas; rekening van het dienstjaar 2016.

De Gemeenteraad,

Gelet op het keizerlijk decreet van 30 december 1809, betreffende de Kerkefabrieken, gewijzigd door de ordonnantie van 19 februari 2004;

Gelet op de wet van 4 maart 1870 op de temporaliën van de erediensten, in het bijzonder het artikel 8, gewijzigd door de ordonnantie van 18 juli 2002 over diverse hervormingen, krachtens de bijzondere wet van 13 juli 2001 betreffende de overdracht van diverse bevoegdheden aan de gewesten en de gemeenschappen;

Gelet op de artikelen 117, 255, 9° en 256, § 1er van de Nieuwe Gemeentewet ;

Gelet op de rekening van het dienstjaar 2016 van de Kerkefabriek van Sint Jan en Sint Niklaas, zoals het vastgesteld werd door de kerkbestuursraad;

Overwegend dat de rekening van het dienstjaar 2016 van de Kerkefabriek van Sint Jan en Sint Niklaas, als volgt moet gewijzigd worden :

Rekening	Ontvangsten	Uitgaven	Overschot

2016	70.673,28 €	9.110,20 €	61.563,08
------	-------------	------------	-----------

Overwegende dat sommige voorziene uitgaven niet uitgevoerd werden en het ene het andere compenseert, stelt het kerkbestuur een positief overschot voor;

Overwegende dat de gebiedsomschrijving van de Kerkfabriek van Sint Jan en Sint Niklaas zich gedeeltelijk over het grondgebied van de Gemeente Schaarbeek en van de Gemeente Sint-Joost-Ten-Node uitstrekt ;

Beslist :

Een gunstig advies te verlenen over de rekening van het dienstjaar 2016 van de Kerkfabriek Sint Jan en Sint Niklaas, gelegen Brabantstraat te 1030 Schaarbeek, zoals ze werd opgesteld door de kerkbestuursraad.

2 annexes / 2 bijlagen

AVIS_C16_STJEAN.pdf, COMPTE16_STJEAN.pdf

26.02.2018/A/0017 **Fabrique d’Eglise Saint Jean et Nicolas; budget de l’exercice 2018.**

Le Conseil communal,

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 relatif aux Fabriques d’églises, modifié par l’ordonnance du 19 février 2004 ;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, notamment l’article 8, modif l’ordonnance du 18 juillet 2002 portant diverses réformes en vertu de la loi spéciale juillet 2001 relative au transfert de diverses compétences aux régions et communautés;

Vu les articles 117, 255, 9° et 256, § 1^{er} de la Nouvelle Loi communale;

Vu le budget de l’exercice 2018 de la Fabrique d’église Saints Jean et Nicolas tel qu’il arrêté par le Conseil de Fabrique;

Vu l’avis favorable émis sur le budget 2018 par le Conseil communal de Schaerbeek séance du 29 novembre 2017;

Considérant qu’après vérification comptable, le budget de l’exercice 2018 de la Fabrique d’église Saints Jean et Nicolas se présente comme suit :

Recettes : 504.594,08 €

Dépenses :504.594,08 €

Considérant qu’aucune intervention communale n’est sollicitée par cette administration fabricienne;

Décide :

D'émettre un avis favorable à l'approbation par l'Autorité de tutelle au budget 2018 de la Fabrique d'église Saints Jean et Nicolas sise rue de Brabant, à 1030 Schaerbeek, tel qu'il a été dressé par le Conseil de Fabrique.

Kerkfabriek Sint-Jan en Sint-Niklaas; begroting van het dienstjaar 2018.

De Gemeenteraad,

Gelet op het keizerlijk decreet van 30 december 1809 op de Kerkfabrieken, gewijzigd door de ordonnantie van 19 februari 2004 ;

Gelet op de wet van 4 maart 1870 op de temporalien van de erediensten, inzonderheid : 8, gewijzigd door de ordonnantie van 18 juli 2002 houdende diverse hervormingen krachtens de speciale wet van 13 juli 2001 betreffende de overdracht van verschillende bevoegdheden aan de gewesten en de gemeenschappen ;

Gelet op de artikelen 117, 255, 9° en 256, § 1 van de Nieuwe Gemeentewet ;

Gelet op de begroting van dienstjaar 2018 van de Kerkfabriek van Sint-Jan en Sint-Niklaas zoals goedgekeurd door de Fabrieksraad;

Gelet op het gunstig advies uitgebracht over de begroting 2018 door de Gemeenteraad van Schaerbeek tijdens haar zitting van 29 november 2017;

Overwegende dat na boekhoudkundig nazicht de begroting van het dienstjaar 2018 van de Kerkfabriek Sint-Jan en Sint-Niklaas er uitziet als volgt :

Inkomsten : 504.594,08 €

Uitgaven : 504.594,08 €

Overwegende dat geen enkele gemeentelijke tegemoetkoming wordt gevraagd door dit fabrieksbestuur ;

Beslist :

Om een gunstig advies uit te brengen voor de goedkeuring door de Toezichthoudende overheid van de begroting 2018 van de Kerkfabriek Sint-Jan en Sint-Niklaas gelegen Brabantstraat te 1030 Schaerbeek, zoals ze werd opgemaakt door de Fabrieksraad.

4 annexes / 4 bijlagen

excédant_présumé-b18.pdf, rapport_college_b18_stjean.pdf, BUDGET18_STJEAN-NICOLAS.pdf, AVIS_CC_B18_STJEAN.pdf

26.02.2018/A/0018 **Vivaqua; désignation des délégués représentant la Commune aux assemblées générales, suite à la fusion entre Vivaqua et Hydrobru.**

Le Conseil communal,

Vu la lettre en date du 23 janvier 2018, de Vivaqua confirmant la fusion entre Vivaqua et Hydrobru;

Vu que la représentation des communes aux Assemblées générales est régie par l'article 20 des nouveaux statuts;

Vu que l'article stipule que chaque commune associée est représentée à l'Assemblée générale à raison de 2 délégués par commune de moins de septante mille habitants, 4 délégués par commune de septante à cent mille habitants et de 6 délégués par commune de plus de cent mille habitants;

Vu qu'en application des statuts de Vivaqua et de l'article 12 de la Loi du 22 décembre 1986 sur les Intercommunales, les représentants des communes associées aux Assemblées générales doivent être désignés par le Conseil communal parmi les Conseillers, le Bourgmestre et les Echevins de la Commune;

Etant donné que le nombre d'habitants, en date du 1er janvier 2016, date de la fusion, était de 27.228 pour la commune de Saint-Josse-ten-Noode;

Vu que de ce fait, il y a lieu de désigner 2 délégués parmi les Conseillers, le Bourgmestre et les Echevins de la Commune;

Vu qu'en date du 28 janvier 2013 en séance du Conseil communal, 5 délégués ont été désignés pour représenter la Commune de Saint-Josse-ten-Noode, au sein de l'Intercommunale Vivaqua;

Etant donné que ce nombre est réduit à deux délégués représentant la Commune aux Assemblées générales de Vivaqua et ce, jusqu'à la fin de la législature;

Décide :

de désigner deux délégués de la Commune aux Assemblées générales de Vivaqua et ce, jusqu'à la fin de la législature

-
-

Vivaqua; aanduiding van de afgevaardigden die de Gemeente vertegenwoordigen in de algemene vergaderingen naar aanleiding van de fusie tussen Vivaqua en Hydrobru.

De Gemeenteraad,

Gelet op de brief van 23 januari 2018 van Vivaqua waarin de fusie wordt bevestigd tussen Vivaqua en Hydrobru;

Gezien de vertegenwoordiging van de gemeenten op de Algemene Vergaderingen wordt geregeld door artikel 20 van de nieuwe statuten;

Gezien het artikel bepaalt dat iedere aangesloten gemeente in de Algemene vergadering wordt vertegenwoordigd op basis van 2 afgevaardigden per gemeente van minder dan zeventigduizend inwoners, 4 afgevaardigden per gemeente van zeventigduizend inwoners en 6 afgevaardigden per gemeente van meer dan honderdduizend inwoners;

Gezien in toepassing van de statuten van Vivaqua en artikel 12 van de Wet van 22 december 1986 op de Intercommunalen, de vertegenwoordigers van de gemeenten aangesloten bij de Algemene vergaderingen dienen te worden aangeduid door de

Gemeenteraad onder de Raadsleden, de Burgemeester en de Schepenen van de Gemeente;

Gezien het aantal inwoners op 1 januari 2016, datum van de fusie, 27.228 bedroeg voor de gemeente Sint-Joost-ten-Node;

Gezien bijgevolg 2 afgevaardigden dienen te worden aangeduid onder Raadsleden, de Burgemeester en de Schepenen van de Gemeente;

Gezien op 28 januari 2013 in zitting van de Gemeenteraad 5 afgevaardigden werden aangeduid om de Gemeente Sint-Joost-ten-Node te vertegenwoordigen binnen de Intercommunale Vivaqua;

Gezien dit aantal wordt verminderd tot twee afgevaardigden die de Gemeente vertegenwoordigen in de Algemene vergaderingen van Vivaqua, en dit tot aan het einde van de legislatuur;

Beslist :

om twee afgevaardigden aan te duiden van de Gemeente in de algemene vergadering van Vivaqua, en dit tot aan het einde van de legislatuur

-

-

2 annexes / 2 bijlagen

VIVAQUA LETTRE.pdf, délibération vivaqua.pdf

26.02.2018/A/0019 **Motion du Conseil communal de Saint-Josse-ten-Noode relative au projet de loi autorisant les visites domiciliaires.**

Considérant le fait que la Commission de l'intérieur de la Chambre a examiné le mardi 23 janvier 2018 dernier le projet de loi qui autorise les visites domiciliaires en vue d'arrêter une personne en séjour illégal ;

Considérant le fait que la loi offre déjà aux forces de sécurité tout le loisir d'intervenir et de contrôler toute personne susceptible de nuire à l'ordre public ;

Considérant que le projet de loi vise à modifier la loi de telle sorte que les juges d'instruction soient placés dans la quasi obligation de permettre ces visites domiciliaires ;

Considérant que le domicile est inviolable selon l'article 15 de la Constitution, que les exceptions à l'inviolabilité du domicile sont strictissimes et que le juge d'instruction n'ordonne une perquisition que dans le cadre d'une infraction ou d'une instruction pénale et non d'une procédure administrative ;

Considérant que la Cour constitutionnelle, dans son récent arrêt 148/2017 du 21 décembre 2017 censure certaines dispositions de la loi pot-pourri II, et annule précisément la possibilité de procéder à une perquisition via une mini instruction en ces termes :

« En raison de la gravité de l'ingérence dans le droit au respect de la vie privée et dans le droit à l'inviolabilité du domicile, la Cour décide que la perquisition

ne peut, en l'état actuel du droit de la procédure pénale, être autorisée que dans le cadre d'une instruction. Permettre la perquisition via la mini-instruction dans le cadre de l'information sans prévoir des garanties supplémentaires pour protéger les droits de la défense viole le droit au respect de la vie privée et le droit à l'inviolabilité du domicile » ;

Considérant que ce raisonnement s'applique a fortiori dans le cadre d'une procédure administrative ;

Considérant que le projet de loi stigmatise les personnes en situation de séjour illégal en supprimant les droits de la défense les plus fondamentaux et en assimilant une procédure administrative à une procédure pénale ;

Considérant que le droit au respect de la vie privée et le droit à l'inviolabilité du domicile sont des principes fondamentaux qu'il importe de protéger ;

Le Conseil communal de Saint-Josse-ten-Noode :

- INVITE le Parlement fédéral à rejeter le projet de loi en question ;

- INVITE le Gouvernement fédéral à reconsidérer sa position au regard des différents avis émis jusqu'à présent par le Conseil d'Etat, l'ordre des avocats, l'association syndicale de la magistrature et les différentes associations citoyennes (CNCD, Ligue des droits de l'Homme, Ciré...) ;

- CHARGE M. Le Bourgmestre de transmettre cette motion à M. Le Président de la Chambre, aux différents chefs de groupes parlementaires, à M. Le Premier Ministre, à M. Le Ministre de l'Intérieur et à M. Le Ministre de la Justice.

Motie van de Gemeenteraad van Sint-Joost-ten-Node betreffende het wetsontwerp om woonstbetredingen toe te laten

Overwegende dat de commissie Binnenlandse Zaken van de Kamer op dinsdag 23 januari 2018 het

wetsontwerp betreffende woonstbetreding met het oog op het arresteren van een illegaal verblijvend persoon onderzocht heeft ;

Overwegende dat de wet de veiligheidsdiensten al de mogelijkheid biedt om tussen te komen en om elke persoon die de openbare orde zou kunnen verstoren te controleren;

Overwegende dat dit wetsontwerp erop gericht is de bestaande wet te wijzigen zodat de onderzoeksrechters nagenoeg verplicht zijn om deze woonstbetredingen toe te staan

Overwegende dat volgens artikel 15 van de Grondwet de woning onschendbaar is, dat de uitzonderingen op de onschendbaarheid van de woning uiterst strikt zijn en dat de onderzoeksrechter slechts een huiszoeking beveelt in het kader van een strafbaar feit of van een strafrechtelijk onderzoek en niet bij een administratieve procedure;

Overwegende dat het Grondwettelijk Hof, in zijn recent arrest 148/2017 van 21 december 2017, sommige bepalingen van de Potpourri II-wet aan de kaak stelt, en

precies de mogelijkheid om over te gaan tot een huiszoeking via een mini-onderzoek nietig verklaart met de volgende woorden :

« Vanwege de ernst van de erdoor teweeggebrachte inmenging in het recht op eerbiediging van het privéleven en het recht op de onschendbaarheid van de woning, beslist het Hof dat de huiszoeking, in de huidige stand van de regelgeving inzake de strafrechtspleging, enkel kan worden toegelaten in het kader van een gerechtelijk onderzoek. Het toestaan van huiszoekingen via een mini-onderzoek in het kader van het opsporingsonderzoek, zonder te voorzien in bijkomende waarborgen ter bescherming van de rechten van verdediging, schendt het recht op eerbiediging van het privéleven en het recht op de onschendbaarheid van de woning »;

Overwegende dat deze redenering a fortiori van toepassing is in het kader van een administratieve procedure;

Overwegende dat het wetsontwerp de illegaal verblijvende personen stigmatiseert door de meest fundamentele rechten van verdediging te schrappen en door een administratieve procedure gelijk te stellen met een strafrechtelijke procedure;

Overwegende dat het recht op eerbiediging van het privéleven en het recht op de onschendbaarheid van de woning fundamentele beginselen zijn die dienen beschermd te worden;

De Gemeenteraad van Sint-Joost-ten-Node :

-

NODIGT het federaal parlement UIT om het wetsontwerp in kwestie te verwerpen; ;

-

NODIGT de federale regering UIT om haar standpunt over de verschillende adviezen die tot nu toe uitgebracht zijn door de Raad van State, de orde van advocaten, de vakbondsvereniging van magistraten en de verschillende burgerverenigingen (CNCD, Liga voor Mensenrechten, Ciré,...) opnieuw in overweging te nemen;

-

BELAST Dhr. de Burgemeester ermee deze motie over te maken aan de Kamervoorzitter, aan de verschillende fractieleiders in het parlement, aan de eerste minister, aan de minister van Binnenlandse Zaken en aan de minister van Justitie.

26.02.2018/A/0020 **Arbre abattu Haecht/Royale – quelle suite ?; interpellation introduite par Mme Veerle Vandenabeele, Conseillère communale.**

1 annexe / 1 bijlage
Arbre abattu; int. V. Vandenabeele.pdf

26.02.2018/A/0021 **Bedenkingen naar aanleiding van de reis naar Boekarest; interpellatie ingediend door Mevr. Veerle Vandenabele, Gemeenteraadslid.**

1 annexe / 1 bijlage
Boekarest; int. V. Vandenabele.pdf

26.02.2018/A/0022 **Prime de 2000€ pour les petits commerces suite à des travaux en voirie ; interpellation introduite par M. Luc Frémal, Conseiller communal (Complémentaire)**

1 annexe / 1 bijlage
Primes commerçants; int. L. Frémal.pdf

26.02.2018/A/0023 **De gouden dageraad van de Silver Tower ? L'âge d'or de la Silver tower ? ; interpellatie ingediend door Dhr Frederic Roekens, Gemeenteraadslid. (Aanvullend)**

1 annexe / 1 bijlage
De gouden dageraad van de Silver Tower; int. F. Roekens.pdf

26.02.2018/A/0024 **Etat d'avancement des travaux du jardin des familles ; interpellation introduite par M. Halil Disli, Conseiller communal. (Complémentaire)**

1 annexe / 1 bijlage
Jardin; int. H. Disli.pdf

26.02.2018/A/0025 **Administration communale... Comment gère-t-on le Service de la Population... Service aux guichets d'un pays du tiers-monde ? ; interpellation introduite par Mme Derya Bulduk, Conseillère communale. (Complémentaire)**

1 annexe / 1 bijlage
Administration communale; int. D. Bulduk.pdf

26.02.2018/A/0026 **Tâches des Gardiens de la paix... ; interpellation introduite par Mme Derya Bulduk, Conseillère communale (Complémentaire)**

1 annexe / 1 bijlage
Tâches des Gardiens de la paix; int. D. Bulduk.pdf

26.02.2018/A/0027 **Stationnement sauvage sur les trottoirs de notre commune ; interpellation introduite par M. Ahmed Mouhssin, Conseiller communal. (Complémentaire)**

1 annexe / 1 bijlage
Stationnement sauvage; int. A. Mouhssin.pdf

26.02.2018/A/0028 **Travaux rue de la Limite ; interpellation introduite par M. Ahmed Mouhssin, Conseiller communal. (Complémentaire)**

1 annexe / 1 bijlage

Travaux rue de la Limite; int. A. Mouhssin.pdf